



Tous et toutes concerné-e-s par les inégalités de genre !

Table des matières

1 – Introduction	3
2 – Sexisme, racisme et capitalisme : trois systèmes de domination croisés Par Cécile DE WANDELER, Fabrice EEKLAER et Alain LOUTE	4
3 – Travail et inégalités de genre Par Patricia BIARD	10
4 – Le genre : un déterminant de la santé sexuelle et reproductive Par Lara LALMAN, et Catherine MARKSTEIN	12
5 – Les pratiques, consommations et goûts culturels sont-ils liés au genre et à l'origine sociale ? Par Maud VAN CAMPENHOUDT et Michel GUÉRIN,	16
6 – L'Education Permanente Féministe, une démarche culturelle avec les femmes des milieux populaires Par Hafida BACHIR	24
7 – De quoi le genre est-il le nom et de quelles inégalités de genre parle-t-on ? Par Nathalie GRANDJEAN	28
8 – Du souffle pour l'égalité Par Christian KUNSCH	34

1 Introduction

Contre l'idée très répandue que l'égalité entre hommes et femmes est acquise, cette publication propose des regards variés et nuancés sur les inégalités hommes / femmes :

- Comment ces inégalités spécifiques se manifestent-elles aujourd'hui ? Comment s'articulent-elles avec d'autres inégalités,
- Comment toutes ces inégalités se combinent et se renforcent-elles ?
- Quel rôle un mouvement social doit-il jouer pour lutter contre ces inégalités ?

Au niveau théorique, Cécile De Wandeler, Fabrice Eeklaer et Alain Loute apportent une contribution basée sur la définition des concepts de genre, de domination, d'intersectionnalité. Ils s'interrogent ensuite sur les défis que ces concepts engendrent au niveau du MOC et de ses actions.

Au niveau de l'emploi, Patricia Biard souligne qu'au XXI^e siècle, les femmes sont toujours particulièrement discriminées. Elle énonce trois leviers importants activés par les Femmes CSC pour améliorer leur situation : la formation, la communication et la négociation collective.

Au niveau de la santé, Lara Lalman souligne aussi l'attention médicale qui renforce l'éducation aux rôles genrés, c'est-à-dire aux comportements et aux places assignées aux femmes basés sur la croyance en une nature féminine dévouée à la sollicitude. L'autonomie des femmes viendra de leurs capacités à réfléchir, à discuter et à déconstruire ensemble les idéologies pour trouver et inventer les décisions qui leur seront appropriées.

Au niveau culturel, Maud Van Campenhoudt et Michel Guérin se demandent si, d'une part, les pratiques et goûts culturels des Belges fran-

cophones sont influencés par le genre et, d'autre part, s'ils dépendent encore de l'origine sociale des individus. Ils concluent que la mobilité des individus, la dimension générationnelle, le désir de s'accomplir, l'impact de la ville et de son offre culturelle sur les individus et bien d'autres facteurs encore tels que les technologies numériques tendent à transcender le déterminisme qui a conditionné, durant de longues années, le comportement culturel des individus et des groupes.

En tant que projet politique, Hafida Bachir présente l'éducation permanente féministe menée avec des femmes des milieux populaires. Cette méthodologie se décline en fondements, en objectifs et en moyens (la créativité féministe). Cette pratique invite à prendre conscience des inégalités, à questionner les rapports sociaux inégalitaires et à imaginer des actions pour le changement de la société.

Au niveau de l'action militante, Nathalie Grandjean rappelle que nous avons à apprendre du féminisme comme pratique politique car il a permis de regarder autrement un certain nombre de situations et d'événements. Après un travail de dédramatisation des polémiques liées à la soi-disant « théorie du gender », elle se penche sur ce que signifient les (in)égalités de genre aujourd'hui, tout en scrutant les héritages et les reconfigurations des mouvements et théories féministes.

Enfin, Christian Kunsch, conclut en précisant que, dans le contexte de notre société en crises multiples, cette analyse des formes de dominations est prioritaire car les moments de crise sont aussi des moments de remise en question des fondements. Nos organisations doivent prendre le temps de s'interpeller, de confronter leurs analyses pour renforcer notre action politique en faveur de l'égalité. ■

2 Sexisme, racisme et capitalisme : trois systèmes de domination croisés

Par **Cécile DE WANDELER**, coordinatrice du service d'études de Vie Féminine,
Fabrice EEKLAER, secrétaire fédéral du MOC Charleroi-Thuin,
Alain LOUTE, Université de Namur/Université Catholique de Lille*

La lutte pour l'égalité : au cœur du projet du MOC

La lutte pour une société égalitaire est au cœur de l'histoire et du projet du MOC. Ce n'est pas un thème nouveau. Il est présent depuis toujours. Les lignes de force adoptées au Congrès du 21 mai 2011 rappellent d'ailleurs que la lutte contre les inégalités s'inscrit au cœur de l'histoire du MOC :

«Fidèle à son histoire, le Mouvement Ouvrier Chrétien (MOC) considère que l'Universalité des droits à la justice, à l'égalité et à la démocratie qu'il promet n'est légitime et atteignable que si elle est accompagnée d'une lutte permanente contre toutes les inégalités, en Belgique et au plan international» (2011, p. 7).

Déjà les Options fondamentales, votées en 1978, inscrivait l'égalité comme l'une des valeurs essentielles :

«Malgré tout ce qui les différencie, tous les hommes sont égaux d'origine et de fin. Ils sont égaux en droit. Rien ne peut prévaloir sur cette égalité fondamentale : ni la race, ni le sexe, ni la richesse, ni la force, ni la condition physique ou mentale, ni la culture, ni la

religion, ni les opinions politiques et philosophiques. La grandeur de la société humaine est de reconnaître et de promouvoir, envers et contre tout, l'égalité de dignité et de droit de tous les hommes et de tous les peuples et d'assurer solidairement la justice pour tous. Pour cela, il s'agit de supprimer les privilèges actuels et de combattre toutes les inégalités par une action collective et volontaire» (1978, p. 18).

Cette lutte contre les injustices ne renvoie pas seulement à l'histoire du Mouvement. Elle constitue, aujourd'hui encore, la finalité de l'action du MOC :

«Le droit à l'égalité pour toutes et tous constitue la finalité de l'action du MOC et sa raison d'être» (2011, p. 10).

La lutte contre une triple domination

On l'aura compris, la lutte contre les inégalités et l'idéal d'une «société radicalement égalitaire» (2011, p. 10) ne doivent donc pas être envisagés à proprement parler comme des objectifs nouveaux. Par contre, les Options fondamentales du MOC formulent ceux-ci d'une manière spé-

* Alain Loute est chercheur et enseignant à l'Université de Namur et à l'Université Catholique de Lille au moment de la parution de ce Cahier.

cifique. La lutte contre les inégalités est indissociable de la lutte contre une domination. Celle-ci est *triple* :

«Le MOC dénonce et entend lutter particulièrement contre trois formes de domination qui, se combinant et se renforçant mutuellement, sont à l'origine de nombreuses inégalités et injustices ici et là-bas :

- la domination capitaliste et le rapport inégalitaire entre le capital et le travail qu'elle produit et approfondit ;
- la domination patriarcale, illustrée par le sexisme, qui instaure et renforce l'inégalité dont sont victimes les femmes ;
- la domination raciste, qui affirme la suprématie d'une ethnie, d'une communauté, d'une religion ou à l'encontre des autres et renforce les discriminations à leur égard» (2011, p. 10).

Cette manière de formuler la lutte contre les inégalités s'inscrit donc dans la continuité de l'histoire du MOC, tout en formulant cette lutte dans des termes nouveaux pour le mouvement, à savoir ceux d'une lutte contre une triple domination.

Comment lutter contre cette triple domination ?

Comment penser les inégalités de genre à partir de cette triple grille de domination ? De quelle façon nous organiser collectivement, au sein des organisations constitutives et dans le Mouvement dans son ensemble, pour combattre ces inégalités ? Pour le Mouvement, cette lutte est essentielle mais soulève des questions complexes et exige un positionnement fort. Les mots, les concepts restent à définir et à approfondir. A cet effet, le MOC a mis en œuvre un chantier de réflexion avec des représentants des différentes organisations constitutives et ce, pendant près de deux ans. Cette journée d'études sur les inégalités de genre est à mettre en perspective avec ce chantier ouvert. Chantier ouvert et non achevé, car il s'agit de se mettre en réflexion, en

débat et en action sur une problématique complexe et continuellement à reprendre et à approfondir. Dans cet article, nous nous proposons de poser quelques éléments de réflexion. Il nous semble que, pour pouvoir poursuivre la réflexion collective sur ces questions, il nous faut passer par la définition de quelques concepts.

Un avertissement s'impose. Notre but ici n'est pas de faire de la théorie pour le plaisir de faire de la théorie. Notre objectif est tourné vers l'action. D'ailleurs, quand un mouvement social comme le MOC décide de mettre en œuvre un chantier, ce n'est pas pour pratiquer le débat, c'est dans le but d'agir. Le but n'est pas non plus de proposer une bonne définition autorisée des concepts de genre, de domination, etc. Par ailleurs, il serait illusoire de croire qu'il existerait «une» théorie du genre, «une» théorie ou doctrine féministe. Au contraire, les études de genre constituent un champ de recherche et de réflexion vivant et dynamique, où il peut y avoir des différences, des désaccords. C'est une technique des dominants et de l'élite que de simplifier l'adversaire, une stratégie pour disqualifier ses réflexions et pour faire croire à un grand complot. Le but, pour nous, c'est plutôt de proposer un langage commun. Soulignons le fait que pour pouvoir débattre ou entrer en conflit, il faut un langage commun minimum sur lequel on s'accorde.

Dans un premier temps, nous proposerons donc quelques repères théoriques. Nous définirons certains concepts et idées fortes. Ensuite, nous nous demanderons ce que ces concepts, ces réflexions tirés des études de genre et du féminisme, soulèvent comme interrogations et comme défis au niveau de nos actions. Enfin, nous terminerons en nous demandant ce que ces réflexions posent comme questions et comme défis au MOC dans son ensemble.

1. Quelques concepts théoriques

Entrouvrons le voile sur un champ de recherche extrêmement riche et complexe que d'autres contributions de ce cahier du CIEP questionneront et enrichiront. Un concept important est

celui de genre. Pour le comprendre, ouvrons un manuel¹ et interrogeons-nous. Qu'est-ce qui réunit les études de genre ?

1.1) Le genre : une construction sociale

Une idée qui traverse ces études est la remise en question d'une approche **essentialiste** de la différence entre les hommes et les femmes qui consiste à attribuer des caractéristiques immuables, essentielles, aux femmes et aux hommes en fonction, le plus souvent, de leurs caractéristiques biologiques. A l'opposé de cette approche, les études de genre considèrent que les différences entre femmes et hommes ne sont pas le produit d'un déterminisme biologique mais d'une **construction sociale**. Une approche typique de la démarche anti-essentialiste peut être trouvée chez Simone de Beauvoir pour qui «On ne naît pas femme, on le devient»². Il n'y pas d'essence de la femme mais un apprentissage, tout au long de la vie, des comportements socialement attendus d'une femme.

1.2) Le genre : une approche relationnelle des sexes

Les études de genre nous incitent à effectuer un pas supplémentaire. Elles nous invitent à penser une approche «relationnelle» des sexes. Cela signifie que les caractéristiques associées à chaque sexe sont socialement construites dans une relation d'opposition ou de complémentarité. Autrement dit, le féminin se construit relativement au masculin ; le masculin se construit relativement au féminin.

Ce point est très important et remet en question une idée très répandue. On entend souvent l'idée que les études de genre et/ou le féminisme s'intéresseraient uniquement aux femmes. C'est une opinion erronée. Parler de genre nécessite de penser le masculin et le féminin comme des éléments indissociables d'un système qui doit être regardé dans son ensemble. Le féminisme s'intéresse à des rapports sociaux, aux relations

des hommes et des femmes, et non simplement aux femmes.

1.3) Les rapports de genre sont des rapports de pouvoir

Ces relations d'opposition ne sont pas qu'un système social de différenciation. Ce sont aussi des rapports de hiérarchisation sociale. Les études de genre ne montrent pas seulement que les hommes et les femmes sont socialement différents, elles montrent aussi que leur rapport est hiérarchisé. Dans la quasi-totalité des sociétés connues, la distribution des ressources (économiques, politiques) et des valorisations symboliques tend à être inégale. Plusieurs auteur(e)s ont mis cela en avant.

La valence différentielle des sexes

Françoise Héritier, dans *Masculin-féminin I, La pensée de la différence* (1996), parle de «valence différentielle des sexes» pour montrer que les valeurs associées au féminin sont systématiquement déconsidérées par rapport à celles qui sont associées au masculin.

Le patriarcat : un système d'exploitation

Le féminisme matérialiste (entre autres représenté par des auteures comme Christine Delphy) met en évidence l'exploitation du travail et des corps des femmes au sein d'un système appelé «patriarcat».

La domination masculine

Pierre Bourdieu utilise l'expression de domination masculine (1998) pour désigner les structures matérielles et symboliques de l'infériorisation des femmes par rapport aux hommes.

Une domination matérielle et symbolique

Le concept de domination est important³. Il montre que le rapport de genre est une relation

1 BERENI Laure, CHAUVIN Sébastien, JAUNAIT Alexandre et REVILLARD Anne, *Introduction aux Gender Studies, Manuel des études de genre*, Editions De Boeck, Bruxelles, 2008.

2 DE BEAUVOIR Simone, *Le deuxième sexe T. II : l'expérience vécue*, Paris, Gallimard, 1976, p. 13.

3 A lire certain(e)s auteur(e)s, le concept de «domination» serait préférable à celui de «privilège». Ce dernier est intéressant mais il risque de donner l'impression que les inégalités de genre sont une affaire d'individus et non de rapports sociaux. Elsa DORLIN écrit ainsi que «cela ne permet pas de comprendre la nature fondamentalement relationnelle, antagonique du pouvoir : il n'y a pas d'un côté ceux qui le possèdent et, de l'autre, ceux qui en sont dépourvus» (in DORLIN Elsa (dir.), *Sexe, race, classe, pour une épistémologie de la domination*, Paris, PUF, 2009, p. 13).

de pouvoir qui profite à un groupe au détriment d'un autre groupe. Cette domination est tant matérielle que symbolique. Ces deux formes de domination sont intrinsèquement liées. Pour reprendre un exemple lié au genre, les violences faites aux femmes sont tout à la fois physiques - coups, blessures, viols, etc. - et symboliques - reproduction de la hiérarchie sociale.

Cette domination prend appui sur des discours «naturalisants». Dans nos sociétés, les inégalités sont souvent présentées comme étant naturelles, et non comme étant le produit de rapports sociaux. A titre d'exemple, certains font appel à une prétendue nature féminine («instinct») pour justifier une répartition des tâches.

1.4) Des inégalités qui se croisent et se renforcent

Dans le titre de cette journée d'études, nous parlons d'inégalités de genre au pluriel⁴ car les inégalités ne se limitent pas à un domaine de la vie socio-économique. Elles en traversent bien tous les champs ! Mais en plus, les inégalités de genre se croisent, se combinent et se renforcent avec des inégalités d'autres types (socio-économiques, racisme). Rappelons ce passage du texte des options fondamentales de 2011 : «le MOC dénonce et entend lutter particulièrement contre trois formes de domination qui, **se combinant et se renforçant mutuellement**, sont à l'origine de nombreuses inégalités et injustices ici et là-bas» (2011, p. 10).

Qu'est-ce que cela veut dire ? Dans la réalité sociale, les inégalités de genre se mélangent et se combinent avec d'autres types d'inégalités. On ne peut pas les «segmenter», les «découper». Le «Black feminism» américain a développé toute une réflexion sur cette question⁵. Pour les femmes de couleur, l'agenda féministe, de même que le mouvement ouvrier ou le mouvement de libération des afro-américains, ne prenaient pas

assez en compte leurs conditions de vie, ni la spécificité de leur situation d'oppression. Les féministes blanches mettraient principalement en avant le sexisme de la société américaine en dénonçant l'archétype de l'épouse, mère et ménagère, lieu de cristallisation de l'aliénation pour les femmes des groupes majoritaires, alors que les femmes afro-américaines sont aussi également victimes de racisme. Ces dernières sont stigmatisées et enfermées dans des représentations stéréotypées des femmes noires (femmes victimes, dépendantes ou encore sexuellement débridées). Elles ne se sentent d'ailleurs pas toujours mieux représentées par le mouvement de libération des afro-américains.

C'est pourquoi des auteures féministes ont développé des concepts pour penser le croisement des formes de domination. Dans cette perspective, Patricia H. Collins (1990) introduit le concept de «systèmes d'oppressions entrecroisées». Kimberlé Williams Crenshaw a développé le concept d'«intersectionnalité»⁶ qui renvoie à l'idée que des femmes peuvent être dans une position où se combinent et se croisent différentes formes de domination.

2. Le féminisme et les études de genre interrogent nos actions

Tous ces concepts et ces réflexions féministes ne nous amènent pas seulement à interroger nos discours. L'enjeu n'est pas simplement de rallonger la liste de nos revendications, ou de les formuler autrement. Autrement dit, le défi n'est pas simplement un défi théorique, un changement de langage. Ces réflexions interrogent également nos actions ! Ces analyses nous amènent

4 De la même manière, l'autonomie comme objectif d'émancipation et d'éducation permanente doit se comprendre de manière plurielle. Cf. à ce sujet : LOUTE Alain, Vous avez dit «*autonomie*»? document d'analyse, semaine d'études de Vie Féminine, 5 juillet 2011, téléchargeable à l'adresse suivante : http://www.viefeminine.be/IMG/pdf/Analyse_Alain_Loute.pdf.

5 Cf., entre autres, Angela DAVIS, Lilian COMAS-DIAZ, Bell HOOKS, etc.

6 Ces réflexions théoriques seraient intéressantes à mettre en lien avec les travaux latino-américains portant sur la colonialité du pouvoir, du savoir et de l'être. Sur ces questions, nous nous permettons de renvoyer à l'ouvrage suivant : MAESSCHALCK Marc et LOUTE Alain (eds.), Nouvelle critique sociale, *Europe - Amérique Latine, Aller - Retour*, Polimetrica, Monza, 2011. Cet ouvrage est téléchargeable gratuitement sur le site de l'éditeur : <http://www.epolimetrica.com/wp/?product=nouvelle-critique-sociale-europe-amerique-latine-aller-retour-marc-maeschalck-et-alain-loute-eds&add-to-cart=321>.

à dégager différents points d'attention⁷ à garder en tête lorsque nous luttons contre les inégalités. Autant de défis que la lutte contre les inégalités doit relever.

2.1) Considérer le dominé comme un acteur

Un premier point d'attention concerne le concept de domination. La dimension critique de ce concept nous semble essentielle : on peut rendre visibles les privilèges que le groupe dominant tire du système de domination. Ce concept peut cependant s'avérer ambigu. En effet, s'il permet de dénoncer les dominants, est-ce qu'il ne risque pas de figer la victime des inégalités dans un statut de «dominé», de non-acteur, d'objet ?⁸ Paradoxalement, le concept de domination pourrait contribuer à la violence symbolique en reproduisant le préjugé que les subalternes ne savent ni agir, ni parler. De plus, le risque est qu'on se pose comme les seuls «sauveurs» possibles de ces dominés.

POINT D'ATTENTION POUR L'ACTION : Considérer les victimes des inégalités comme les sujets de leur vie et non des objets sur lesquels nous pouvons agir.

2.2) S'allier sans déposséder les autres de leurs luttes

Le texte des Options fondamentales soulève un autre défi. Au vu de l'intersectionnalité des inégalités, de leur continuuel croisement, une alliance forte entre organisations (mouvements féministes, syndicats, mouvements d'éducation permanente, secteur socio-culturel, etc.) s'impose. Comment faire alliance entre les différentes luttes contre les inégalités sans qu'il y

⁷ Sur la question de l'« attention », le lecteur pourra se rapporter à l'article suivant : GRANDJEAN Nathalie et LOUTE Alain, *Les dangers et potentialités de l'économie de l'attention*, in Revue Démocratie, n° 10, octobre 2014.

⁸ Christine DELPHY écrit : « Pierre Bourdieu, dans *La domination masculine*, prétendait que les femmes étaient si aliénées, justement par leur situation de dominées qu'elles ne pouvaient pas la penser. Lui en revanche pouvait la penser. Pourquoi ? Parce qu'il était, ou se voyait comme impartial, neutre en somme. Pas partie prenante de l'oppression des femmes, qu'il appelait pourtant 'domination masculine'. N'aurait-il pas dû comprendre que, faisant partie du groupe des hommes, il ne pouvait être impartial ? Que personne d'ailleurs ne peut être impartial ou objectif, puisque tout le monde est femme ou homme ? » (DELPHY Christine, *Classer, dominer. Qui sont les « autres » ?*, Éditions La Fabrique, Paris, 2007, p. 36).

en ait une qui prenne le dessus ? S'allier, agir et lutter ensemble, sans qu'une organisation ne se pose comme mouvement de référence ? Comment s'allier sans, par exemple, qu'un mouvement syndical dépossède les femmes de leur combat ou ne le fasse passer pour secondaire ? Comment éviter la hiérarchie des luttes ? Comment s'assurer qu'aucune d'entre elles ne se présente comme luttant contre une «méga inégalité» en considérant que les autres ne s'intéressent qu'à des «micro inégalités» ?

POINT D'ATTENTION POUR L'ACTION : Veiller à ce que la coopération ne prenne pas la forme d'une intégration ou d'une assimilation qui dépossède des acteur(ric)es de leur combat.

2.3) Pouvoir se laisser interpeller par les victimes d'inégalités que l'on n'avait pas identifiées

Mais ce risque, qu'une lutte contre une inégalité cache les autres inégalités, peut exister dans une même organisation. Parfois, dans sa propre organisation, en se focalisant sur une inégalité, on peut rendre invisibles d'autres inégalités subies par le même public. L'idée d'une triple domination nous fait alors prendre conscience qu'un public n'est pas homogène ! Comme ces inégalités sont mouvantes et qu'elles prennent des formes nouvelles en fonction des stratégies de domination, il est nécessaire de s'interroger continuellement sur les inégalités dont les membres de notre public sont victimes.

POINT D'ATTENTION POUR L'ACTION : Rester attentifs aux «angles morts», aux inégalités «invisibilisées» par nos actions.

2.4) Ancrer l'action dans un contexte

Le féminisme et les études de genre nous invitent à toujours réfléchir en contexte, de manière située. Il ne s'agit pas de réfléchir dans l'abstrait à un projet utopique de société égalitaire mais bien, ici et maintenant, dans une société qui est marquée par l'inégalité. Or, agir dans et sur une société inégalitaire demande des moyens spécifiques. Tout le débat autour de la non-mixité est un bon exemple de la nécessité de toujours penser en contexte. La non-mixité

peut être considérée comme un moyen essentiel de mener une lutte contre les inégalités. Est-ce que, dans une société inégalitaire et violente, le chemin vers l'autonomie dans les relations hommes-femmes ne peut pas prendre appui sur des moments non mixtes où une parole plus libre entre femmes peut se constituer ? Une telle stratégie ne doit pas être opposée à l'objectif de construire des alliances entre organisations. Elle pourrait même être considérée comme un préalable aux alliances.

POINT D'ATTENTION POUR L'ACTION : Ne pas réfléchir dans l'abstrait à un projet utopique de société égalitaire mais bien, ici et maintenant, dans une société qui est marquée par l'inégalité.

3. Garder ouvert le chantier sur les inégalités de genre dans le Mouvement

Et si lutter contre les inégalités de genre, dans leur diversité et leur complexité, ne concernait pas que la société, mais était une lutte à mener aussi au sein du MOC et entre ses différentes organisations constitutives ? Comme notre démarche d'éducation permanente se traduit par

le «Voir, Juger, Agir», ne sommes-nous pas arrivés au temps de l'agir ?

Nous proposons deux pistes de réflexion, de débat à lancer dans le mouvement. Vie Féminine a défendu l'idée d'un Ministère du droit des femmes. Dans son argumentaire, Vie Féminine écrit : «En effet, malgré le développement d'un grand nombre d'outils (législations, sensibilisation, formation, études et statistiques), la 'politique d'égalité des chances' n'a pas réussi à imposer une prise en compte systématique des inégalités structurelles entre hommes et femmes à tous les niveaux politiques». Ne faudrait-il pas lancer le débat pour savoir s'il faudrait aussi, à l'interne du Mouvement, un ou une secrétaire national(e) des droits des femmes ? Est-ce que cela donnerait plus de place, de transversalité à la question des inégalités de genre, ou est-ce que cela «spécialiserait» cette question ?

Un autre débat qu'il serait intéressant de mener, concerne le Gender Mainstreaming. Ce dernier ne devrait-il pas être mis en œuvre également au sein du MOC ? Et dans l'affirmative, est-ce une responsabilité de tous les acteurs ou une tâche de Vie Féminine ? Ces différentes questions n'ont d'autres objectifs que de garder vivant le perpétuel chantier de la lutte contre la triple domination qui structure notre société.



3 Travail et inégalités de genre

Patricia Biard – responsable nationale des Femmes CSC

Au XXI^e siècle, les femmes sont toujours particulièrement discriminées sur le marché de l'emploi et dans la société. Elles sont de plus en plus présentes sur le marché de l'emploi. Or, elles y restent particulièrement discriminées et ce, malgré l'important dispositif législatif belge et européen en matière d'égalité de traitement et de rémunération entre les hommes et les femmes.

L'Europe indique que l'écart salarial entre hommes et femmes est de 10% dans notre pays. Ce pourcentage, qui nous classe parmi les moins mauvais élèves européens, est atteint lorsque le calcul se fait sur base horaire, c'est-à-dire sans compter le travail à temps partiel. Le calcul de l'écart salarial, réalisé sur base annuelle, nous donne un tout autre résultat. Il s'élève alors à 23 %. L'analyse des causes de cet écart nous amène à dénoncer une grande majorité des discriminations dont sont encore victimes les femmes à l'heure actuelle.

Depuis leur plus jeune âge, les filles et les garçons sont marqués par des stéréotypes sexistes. Ces stéréotypes ont une influence tenace sur les comportements adoptés et les rôles tenus dans notre société par les hommes et les femmes. Ils ont notamment un impact fort sur les conditions de travail, de rémunération et de vie des femmes. Celles-ci restent cantonnées dans des emplois à temps partiel dont on ne peut vraiment pas dire qu'ils soient le fruit d'un choix. Le temps partiel est souvent imposé par le secteur ou l'employeur

avec peu de chances d'évoluer vers le temps plein. Pourquoi ? Parce qu'il incombe encore majoritairement aux femmes d'assumer la totalité des charges familiales et domestiques, le temps partiel résulte souvent d'une contrainte, pour pallier au manque d'équipements et services collectifs, au manque de partage des tâches et des responsabilités dans le ménage.

Les femmes travaillent dans des secteurs typiquement féminins où les rémunérations sont moins élevées que dans les secteurs masculins. Elles se retrouvent dans les emplois subventionnés, dans les PME, chez les sous-traitants... Leur taux d'emploi n'a cessé d'augmenter ces dernières années mais les femmes ne se retrouvent pas dans les bons emplois ! De nombreuses travailleuses sont en situation de précarité. De surcroît, elles se retrouvent dans des entreprises où la représentation syndicale est souvent inexistante. Il faut donc agir et c'est ce à quoi les Femmes CSC s'attellent.

Le travail syndical des Femmes CSC

Il n'y a pas de tendance naturelle à l'égalité. Il faut sans cesse la remettre sur le métier. Pour l'inscrire de manière incontournable dans notre agenda syndical, les Femmes CSC développent plusieurs pistes d'action.

Par le biais d'un travail plus interne à l'organisation syndicale, nous tentons de faire en

sorte que, sur le terrain, l'égalité de genre soit intégrée et systématisée, à tous les niveaux de l'action syndicale de la CSC, que les préoccupations et les revendications des femmes soient prises en considération. Trois leviers importants sont activés pour avancer en la matière : la formation (check-list genre et formation) ; la communication et la négociation collective (les thèmes porteurs d'égalité à prendre en considération lors des négociations).

Pour les *Femmes CSC*, la lutte contre l'écart salarial est un thème central. Puisque s'attaquer à ses causes, c'est s'attaquer aux nombreuses discriminations qui frappent encore les femmes. Les *Femmes CSC* sont à l'initiative de la campagne « Mars, mois de l'égalité salariale » qui revient chaque année, pour rappeler que, pour gagner autant qu'un travailleur sur douze mois, la femme doit travailler quinze mois.

Nous sommes face à différents types d'obstacles qui s'accroissent encore dans les périodes de crise. Nous sommes confronté-e-s, d'une part, à un réel problème d'application et de concrétisation des législations consacrées à l'égalité et, d'autre part, au délitement du droit social. Dans ce contexte, avec les militant-e-s, nous développons un travail d'éducation permanente. Nous traitons des questions relatives aux droits menacés, aux droits à acquérir et aux leviers et espaces de changement pour que l'égalité progresse. Nous portons les revendications spécifiques qui en découlent auprès du monde politique, social et du grand public. Nous créons des outils¹ pour réfléchir, sensibiliser et mobiliser le plus largement possible.

Le travail est de longue haleine mais nous sommes déterminé-e-s à le poursuivre.



1. Voir les publications et les outils des *Femmes CSC* : www.csc-en-ligne.be/qui_nous_sommes/structure/confederation/Femmes-csc/publications/publications.asp

4 Le genre : un déterminant de la santé sexuelle et reproductive¹

Lara LALMAN - animatrice au CEFA asbl et membre de la Plate-forme pour promouvoir la santé des femmes et Catherine MARKSTEIN - Femmes et Santé asbl

En 1986, la Charte d'Ottawa a défini la promotion de la santé comme « le processus qui confère aux populations les moyens d'assurer un plus grand contrôle sur leur propre santé, et d'améliorer celle-ci. Cette démarche relève d'un concept définissant la "santé" comme la mesure dans laquelle un groupe ou un individu peut, d'une part, **réaliser ses ambitions et satisfaire ses besoins** et, d'autre part, **évoluer avec le milieu ou s'adapter à celui-ci**. La santé est donc perçue comme une ressource de la vie quotidienne et non comme le but de la vie ; il s'agit d'un concept positif mettant en valeur les ressources sociales et individuelles ainsi que les capacités physiques. Ainsi donc, la promotion de la santé ne relève pas seulement du secteur sanitaire : elle dépasse les modes de vie sains pour viser le **bien-être**. »

L'action sociale s'attache donc à une analyse et une action sur les déterminants de santé que sont le logement, isolement, rapport au travail... ainsi que les diverses discriminations qui traversent l'environnement dans lequel évoluent des groupes d'individus. Le genre s'articule ainsi avec d'autres de ces déterminants de la santé.

Tout d'abord, puisque l'on parle de santé, nous pouvons souligner la part des femmes dans la prise en charge de la santé d'autrui,

les soins aux personnes et la sollicitude. « Qui prend soin des nouveau-nés, s'occupe des enfants et des personnes âgées, opte pour les métiers de services à la personne ? Des femmes. Qui, entre une activité professionnelle et des tâches domestiques et familiales, accomplit une double journée de travail ? Encore des femmes. Qui entreprend des démarches de réinsertion sociale, fait des courses, accompagne ? Toujours des femmes... »².

L'éducation aux rôles genrés, c'est-à-dire à des comportements et des places assignées à l'un ou l'autre sexe, reste encore d'actualité. Cette transmission s'appuie, dans le cas qui nous occupe, sur la croyance en une nature féminine dévouée à la sollicitude qui se perpétue. Plutôt que de se suffire de la simple justice de l'égalité, c'est devenu, par exemple, un argument en faveur des femmes en politique : leur nature serait différente, plus proche des réalités quotidiennes, et donc ... du peuple ?

Détour par le « care »

Par ailleurs, la sollicitude dans une société du profit et de la production reste confinée à la sphère privée dans les représentations sociales, et donc dévalorisée, voire dévalorisante: pre-

¹ Voir les analyses des mêmes auteurs publiées par le CEFA www.asblcefa.be

² BRUGÈRE Fabienne, *Le sexe de la sollicitude*, Seuil, 2008.

nons, par exemple, le ménage et l'ascension sociale des femmes. L'accès des femmes occidentales au marché de l'emploi leur permet de se décharger du ménage qui, sinon, leur était quand même largement dévolu. Selon le temps de travail et la rémunération obtenus, elles (car c'est rarement ils) peuvent employer des « femmes de ménage », aujourd'hui aide-ménagères en titres-services, pour la plupart migrantes, ou dans une situation sociale nettement moins favorable.

Il s'agit donc bien d'une éthique politique : quelles sont les priorités collectives et par qui sont-elles portées ? L'homme serait-il, par essence, dénué d'empathie ? Ou est-ce la logique dominante qui nous fait perdre la valeur de l'empathie au point de la déléguer aux « autres », c'est-à-dire à des individus pris parmi les plus précarisés en vertu de la même logique dominante ? En tout cas, cette répartition inégalitaire pèse sur le bien-être des femmes.

Cycles de vie des femmes

De tous temps, les cycles de vie des femmes ont fait l'objet de discours discriminants et d'une attention de la médecine et de la science tout à fait orientée.

Prenons l'exemple d'études scientifiques qui, pendant la guerre, démontraient l'employabilité des femmes malgré leurs « humeurs », et, la guerre finie, elles démontraient le contraire : les hommes revenus de la guerre devaient tout de même retrouver leur place !³

Aujourd'hui, la socialisation des corps met le corps féminin sous contrôle obligatoire tout au long de sa vie car sa physiologie ne correspond pas à une norme linéaire, performante, capitaliste. De la puberté au mitan de la vie, les femmes, jeunes ou mûres, avec ou sans enfant, enceintes, sur le marché du travail ou pas..., toutes sont confrontées à une surmédicalisation légitimée par rapport aux menstruations, à la contraception, la grossesse, l'accouchement, ce qu'on appelle la ménopause, considérée comme une maladie dégénérative. Et ce rapport au mé-

dical en prise avec des enjeux économiques vulnérabilise les femmes dans leur autonomie pour prendre leur santé en main.

Dans l'éducation sexuelle, la prévention des risques supplanterait-elle la promotion de la santé ? L'intimité ou le plaisir qui sont des baromètres du bien-être, la négociation de la relation n'occupent pas le même espace.

« Ainsi, comme le remarque Michel Bozon⁴, la première visite chez un.e gynécologue s'instaure comme un rite d'entrée dans la sexualité. Cette première fois précède d'ailleurs, dans certains cas, « la première fois » au sens de première relation sexuelle avec pénétration, celle qui, dans nos têtes, génère le plus de risques : transmission d'IST, surtout le SIDA, et grossesses non désirées. Cette première visite médicale, destinée à prescrire un moyen contraceptif hormonal, n'incluant heureusement pas nécessairement d'examen, se révèle aussi comme une sorte de rite d'acceptation par la mère de l'entrée de sa fille dans la sexualité dite adulte. Car cela relève bien souvent de la relation mère-fille, d'une nouvelle forme de transmission où la mère utilise un tiers expert et se met en retrait.

« *Le corps des garçons ne fait pas l'objet d'une telle maîtrise, avant même de parler de fécondité.* Les jeunes filles doivent apprendre à jouer avec les codes moraux et sociaux, quant à leur corps, pour l'exhiber, sans en faire trop, séduire en se faisant respecter, cacher leurs humeurs dans tous les sens du terme, des règles à la colère, en passant par la glaire cervicale dont elles ne connaissent, en général, ni le nom ni l'utilité. Et déjà, elles apprennent à prendre seules la fécondité en charge : leur liberté d'expérimenter, de découvrir leur sexualité passe par une ordonnance qu'elles doivent se procurer, parfois à l'insu des parents, pour ensuite trouver les moyens de régler la note »⁵.

Beaucoup de professionnel-le-s de la santé s'accordent pour dire que la meilleure contraception est celle que la femme choisit. Mais, dans les

3 FABIANOVA Diana, *The Moon inside you*, 2009.

4 BOZON Michel, *Sociologie de la sexualité*, Armand Colin, 2009.

5 LALMAN Lara, *De la puberté à la fin des règles, une étape longue et sinieuse*, CEFA, 2013.

faits, quels sont les enjeux de ce choix ?⁶ Nous constatons que l'information est conditionnée par les discours dominant la société, ceux-ci étant relayés par les médias, Internet, le corps médical, les ami-e-s, la famille. Quels discours ? Ceux forgés par notre conception culturelle de ce que doit être la femme, le couple, la famille, la maternité, la santé, sans oublier les intérêts économiques d'un marché particulièrement lucratif puisque le public est facilement fidélisé tant que les alternatives sont peu diffusées.

On pourrait aussi parler des campagnes pour le vaccin contre certains types de HPV où l'on culpabilise les mères vis-à-vis de leurs filles, des protocoles concernant la surveillance médicale de la grossesse et de l'accouchement, du syndrome prémenstruel ou de la ménopause où les pauvres femmes seraient complètement prisonnières de jeux hormonaux qu'il suffit de réguler: ce sont des constructions sociales car nous ne sommes pas informées dans la nuance. De plus, il n'y a pas de remise en question de la considération culturelle de ces phénomènes, ni de la situation particulière des femmes selon leur situation socio-économico-culturelle.

Le Mouvement pour la Santé des Femmes

Le Mouvement pour la Santé des Femmes (ou mouvement self-help) est né dans les années 1970 aux USA et au Canada. Il a fait la critique du discours et des pratiques médicales, a dénoncé la toute-puissance de l'industrie pharmaceutique et biotechnologique, a politisé les débats et, surtout, a donné la parole aux femmes. Le travail de la « Plate-forme pour promouvoir la santé des femmes », coordonnée par l'asbl *Femmes et Santé*, s'inscrit dans cette lignée.

Leur analyse déconstruit les discours dominants. Dans cette perspective, l'attention est portée sur les réalités contextuelles, sociales, relationnelles et personnelles qui construisent et déterminent la santé. Ainsi, si l'on envisage, par exemple, la sexualité des femmes, au lieu

de fermer le questionnement en utilisant des projections sociétales dévalorisantes et des quantifications fallacieuses à partir de valeurs phallogocentriques et capitalistes, on tente de l'ouvrir de cette manière: « dans quelle situation relationnelle ou familiale s'inscrit la vie amoureuse et l'activité sexuelle des femmes ? De quelle éducation sexuelle ont-elles bénéficié, et qu'ignorent-elles de leur corps, de leurs désirs ? De quoi, de qui ont-elles peur ? Quels sont les tabous sexuels qui les ont marquées ? De quelles libertés sexuelles jouissent-elles ? Qu'osent-elles dire, demander, refuser, qu'osent-elles initier ou faire ? Sous l'emprise de quel stress vivent-elles ? Qu'en est-il de la fatigue, des tâches domestiques et des obligations professionnelles, des difficultés financières ? Faut-il encore prendre soin des enfants ou des petits-enfants ainsi que des parents ? Ont-elles des ennuis de santé ? Qu'en est-il des femmes qui ont été violées, abusées sexuellement (20 à 30 %, selon L.M. Candib), combien sont couramment abusées émotionnellement ou battues par leurs partenaires ? »⁷

L'intervention féministe

Pour sortir les femmes du rapport de domination/soumission avec les représentants du discours dominant patriarcal dans le corps médical, le travail sur la santé et la sexualité se fait en groupe avec comme outil d'animation, l'intervention féministe.

Les stratégies de l'intervention féministe sont essentiellement : soutenir et respecter les femmes dans leur démarche ; faire alliance avec les femmes et établir un lien de confiance ; favoriser l'empowerment ou la reprise du pouvoir sur sa vie ; travailler la conscientisation des femmes en prenant en compte la pluralité et la complexité de leurs expériences ; favoriser les rapports égaux ; briser l'isolement des femmes et

6 LALMAN Lara, *Contraceptions : quel choix pour les femmes aujourd'hui ?*, CEFA, 2010.

7 SZYPER Michele, MARKSTEIN Catherine et FRANCOEUR Vincent, « Femmes et Sexualités sans règles », In Susann HEENEN-WOLFF et Florence VANDENDORPE (sous la dir.) *Différences des sexes et vies sexuelles aujourd'hui*, Academia Bruylant, 2010, p.183.

développer leur solidarité ; lutter pour un changement individuel et social.

Réflexion sur le choix, un concept néo-libéral qui camoufle les vraies questions

La soumission des femmes et leur instrumentalisation sont des sujets qui semblent camouflés mais surgissent fréquemment sous la forme du choix sans choix. Au nom des supposées libertés et de l'autonomie de chacune, on propose (parfois !) aux femmes des alternatives de traitements comme ; par exemple, allaitement oui ou non, contraception hormonale oui ou non, régularisation ou suppression des règles oui ou non, traitement hormonal de substitution oui ou non, vaccin HPV oui ou non...auxquelles elles doivent répondre !

Mais les vraies questions ne se situent pas au niveau de ces choix (dont l'énoncé et le contenu reposent souvent sur une information tronquée et mensongère), mais au niveau de la discussion de nos conditions de vie et des déterminants de notre santé. Quelle est notre situation réelle et quels facteurs familiaux, sociaux, économiques et culturels influencent notre santé et les choix qui s'y rapportent ? Est-ce qu'en situation de vulnérabilité, j'ai un-e partenaire, un réseau qui me soutiennent affectivement, qui prennent soin de moi, veillent à mon confort, à ma nourriture, m'accompagnent et se réjouissent avec moi de ce que je vis, comme l'allaitement, par exemple? Comment je comprends et vis le fait de vieillir, comment je réagis à ce que la société me renvoie comme image du vieillissement, etc.

L'autonomie consiste à pouvoir, tout d'abord, réfléchir, discuter et déconstruire, avec d'autres

femmes, les idéologies qui sont embusquées derrière les alternatives proposées. Et alors, trouver et inventer ensemble les décisions appropriées qui s'inscrivent dans la réalité de nos vies.

En prenant conscience de leur réalité, en reconnaissant leurs expériences et leurs compétences et en expérimentant, par la suite, de nouvelles façons de faire, les femmes peuvent développer leur autonomie et leur capacité de décision en matière de santé et de mode de vie. Elles trouvent et se donnent plus de pouvoir sur leur vie. Évidemment, prendre en charge sa santé n'exclut en rien la possibilité de recourir à la médecine officielle puisqu'elle est d'une grande importance et même essentielle dans de multiples situations. En revanche, l'auto-santé suppose une attitude critique par rapport à l'autorité médicale, c'est-à-dire le droit de poser des questions et d'obtenir des réponses claires, par exemple, concernant les examens et les médicaments proposés ou prescrits.

Cela signifie que chaque femme peut agir sur elle-même et sur son environnement afin d'améliorer son état de santé et sa qualité de vie. Le fait d'entreprendre cette démarche signifie d'abord de mieux se connaître et de mieux comprendre les liens qui existent entre son état de santé, ses conditions de vie et certaines situations ou divers événements qui surviennent dans sa vie. C'est surtout une démarche collective. Les femmes découvrent et apprennent ensemble le fonctionnement de leur corps dans leur contexte de vie. Elles développent, par l'échange et le partage, non seulement un savoir concernant leur corps, leur santé, leur sexualité et les thèmes qui s'y rapportent, mais encore les enjeux socioculturels des politiques et des pratiques de la santé.



5 Les pratiques, consommations et goûts culturels sont-ils liés au genre et à l'origine sociale ?

Par Maud VAN CAMPENHOUDT, chargée de recherches, Observatoire des Politiques culturelles
Michel GUÉRIN, directeur, coordinateur de l'Observatoire des Politiques culturelles (OPC)

L'objectif de notre intervention est de répondre à deux questions : d'une part, les pratiques et goûts culturels des belges francophones sont-ils influencés par le genre ? d'autre part, ces pratiques et goûts culturels dépendent-ils encore de l'origine sociale des individus ?

Au Luxembourg, Stéphanie Cassilde révèle, à partir de l'analyse des données de l'*Enquête sur les Pratiques Culturelles (EPC) de 2009* que, exception faite des pratiques de lecture, les pratiques culturelles des hommes et des femmes sont assez similaires. « Les dix dernières années ont contribué au rapprochement des pratiques masculines et féminines, que ce soit par une augmentation de la proportion d'hommes dans des pratiques étant auparavant l'apanage des femmes ou l'inverse, par une augmentation de la proportion de femmes dans des pratiques auparavant masculines »¹. En même temps, une étude de 2005 réalisée par Olivier Donnat parle de féminisation des pratiques culturelles. Sans pouvoir tirer de constat à partir de données longitudinales, qu'en est-il en Belgique francophone des pratiques culturelles des hommes et des femmes ? Ont-ils des pratiques similaires ? Si non, où se marquent les différences ?

Concernant l'origine sociale, Pierre Bourdieu met en évidence, en 1979, dans son ouvrage *La Distinction*, les liens existant entre le niveau d'instruction, la classe sociale d'appartenance

des Français et leurs pratiques et goûts culturels. Existe-t-il encore aujourd'hui un lien entre origine sociale/catégorie socio-économique d'appartenance et pratiques/goûts culturels en Belgique francophone ? La formation des pratiques et des goûts est-elle toujours soumise à une différenciation sociale ?

Enfin, si ces deux types d'interrogations sont le principal objet de cet article, nous nous interrogerons également sur l'influence du genre et de l'origine sociale de manière simultanée sur les pratiques et consommations culturelles². Autrement dit, si l'on contrôle le genre, est-ce que l'origine sociale a encore une influence sur les pratiques culturelles (et inversement) ?

Nous débutons cet article par une présentation rapide de la méthodologie utilisée dans le cadre de l'enquête de 2007 commanditée par l'Observatoire des Politiques culturelles (OPC) et qui apporte plusieurs éclairages sur ces questionnements. Ensuite, nous présentons les résultats des analyses réalisées en fonction du genre ou des catégories socio-économiques³ afin de déboucher sur l'exposé des modèles qui analysent l'influence de ces deux variables de manière simultanée.

1 CASSILDE, St., « Pratiques culturelles et genre », dans *Les cahiers du CEPS/INSTEAD*, n°5, Luxembourg, 2012, p. 21.

2 Plusieurs modèles de régression ont été réalisés. Ils ne seront pas présentés dans cette communication dans leur intégralité. Pour plus de simplicité, ils seront seulement commentés.

3 Ces catégories socio-économiques ont été construites à l'aide d'un ratio calculé sur base de la profession du principal responsable des revenus au sein du ménage et de son niveau d'instruction.

Avant de nous lancer dans la présentation, mentionnons deux remarques préliminaires. D'une part, les résultats des analyses ne viennent pas, dans l'ensemble, bousculer les représentations communément partagées, notamment sur les pratiques culturelles plutôt féminines ou plutôt masculines. Mais s'agissant d'une enquête, elle permet de quantifier et de mesurer les relations entre le genre ou le niveau d'instruction et les pratiques culturelles. D'autre part, lorsque l'OPC a commandité cette enquête, l'objectif n'était pas de centrer l'analyse sur l'influence du genre sur les pratiques et goûts culturels. Plus précisément, le genre était une variable explicative parmi d'autres. A l'avenir, il faudrait donc - si on souhaite poursuivre ce champ d'investigation - développer de nouvelles analyses plus approfondies relatives à l'influence du genre ou du genre et de l'origine sociale sur les pratiques culturelles.

Méthodologie

En 2007, une enquête générale sur les pratiques et consommations culturelles de la population en Communauté française de Belgique, pilotée par l'OPC du Ministère de la Communauté française, est réalisée par la société IPSOS à la suite d'une procédure d'appel d'offres en marché public. Un questionnaire comprenant quatre-vingt-huit questions portant sur les pratiques culturelles et vingt-cinq questions d'identification portant sur des caractéristiques sociodémographiques est administré à 2.022 personnes âgées d'au moins seize ans, habitant dans la Région de Bruxelles-Capitale et dans la partie unilingue de langue française de la Région wallonne.

Les résultats présentés dans le cadre de cette communication sont issus de l'analyse des données collectées lors de cette enquête, analyse réalisée par la société IPSOS, des membres de l'OPC et une équipe de chercheurs de l'Université Libre de Bruxelles⁴.

4 Voir CALLIER, L., HANQUINET, L., GUÉRIN, M. et GENARD, J.-L., *Etude approfondie des pratiques et consommation culturelles de la population en Fédération Wallonie-Bruxelles*, Observatoire des Politiques Culturelles, Fédération Wallonie-Bruxelles, 2012.

Un zoom sur quelques résultats⁵

- Les pratiques, goûts culturels et le genre

Présentons, tout d'abord, quelques résultats relatifs au genre. Aucune différence significative entre les hommes et les femmes n'est observée en matière de connaissance de l'agenda culturel, ni sur la manière de prendre connaissance des activités culturelles existantes.

Quand on leur demande quel type d'activités ils préfèrent, les hommes et les femmes optent, en général, pour les activités de loisirs qui se pratiquent à l'extérieur de chez eux.

Pour toute une série de ces pratiques qui se font à l'extérieur du foyer (par exemple, la fréquentation de concerts de musique pop, de l'opéra, du cirque, de concerts de musique classique, de festivals, de brocantes, de musées, de restaurants, de discothèques, de salles de cinéma, etc.), aucune différence significative n'est identifiée entre hommes et femmes.

A l'inverse, certaines activités telles que la fréquentation d'un théâtre ou le fait d'aller voir un ballet de danse attirent davantage les femmes; d'autres (les compétitions sportives, la chasse ou la pêche, les manifestations, etc.) attirent davantage les hommes.

Si on se penche plus précisément, par exemple, sur la fréquentation du théâtre (Tableau 1), on constate que 31% des hommes ayant participé à l'enquête ont fréquenté un théâtre au cours des douze derniers mois, contre 37% des femmes.

Tableau 1. Fréquentation du théâtre selon le genre

Sexe	Pourcentage de personnes ayant fréquenté au moins une fois un théâtre au cours des douze derniers mois
Hommes	31
Femmes	37

5 Le nombre de pratiques, goûts et consommations culturelles abordés au sein de l'enquête étant très élevé, nous avons décidé - afin de ne pas alourdir la communication - de ne pas exposer l'ensemble des résultats. Nous renvoyons ceux qui souhaitent une présentation plus exhaustive, à l'article écrit par Michel Guérin au sein d'un *Courrier hebdomadaire* du CRISP (GUÉRIN, M., « Pratiques et consommation culturelles en Communauté française », dans *Courrier du Crisp*, n° 2031-2032, 2009).

Les différences se marquent encore plus au niveau de la fréquentation de compétitions sportives (Tableau 2). Effectivement, 40% des hommes ayant participé à l'enquête déclarent avoir assisté à une compétition sportive au cours des douze derniers mois, ce qui est seulement le cas de 18% de femmes.

Tableau 2. Fréquentation des compétitions sportives selon le genre

Sexe	Pourcentage de personnes ayant assisté au moins une fois à une compétition sportive au cours des douze derniers mois
Hommes	40
Femmes	18

Par ailleurs, si les hommes et les femmes préfèrent tous les deux les activités qui se pratiquent avec des amis, on observe qu'ensuite, les femmes privilégient les activités en famille alors que les hommes pensent plutôt aux activités en couple.

En ce qui concerne les pratiques qui se font à l'intérieur du foyer, à nouveau, certaines d'entre elles ne sont pas différenciées selon le genre : s'occuper de son jardin, jouer d'un instrument de musique, faire de la photographie, du dessin, de la peinture, faire du yoga, avoir des collections, regarder la télévision, etc. alors que d'autres attirent plus les hommes (bricoler, jouer à des jeux vidéo, utiliser l'ordinateur à des fins non professionnelles, etc.) ou les femmes (faire la cuisine, s'occuper d'un animal, le tricot et la broderie, faire des mots croisés ou des grilles de sudoku, etc.).

Par exemple, 61% des hommes et 54% des femmes ayant participé à l'enquête déclarent utiliser tous les jours l'ordinateur à des fins non

professionnelles alors que 6% des hommes affirment ne jamais utiliser d'ordinateur, contre 12% de femmes (Tableau 3).

51% des femmes déclarent avoir fait la cuisine au cours des douze derniers mois, ce qui est seulement le cas de 21% des hommes (Tableau 4).

Tableau 4. « Faire la cuisine »

Sexe	Pourcentage de personnes ayant cuisiné au cours des douze derniers mois
Hommes	21
Femmes	51

De nos jours, les supports de lecture sont extrêmement diversifiés. Il n'y a pas de différence entre hommes et femmes dans la fréquence de lecture de quotidiens. Cependant, les femmes lisent globalement plus de livres que les hommes et ceux-ci plus de BD que leurs homologues féminins.

Concernant les goûts (en matière de programmes télévisés, de films, de genres musicaux, etc.), des différences se marquent selon le genre. Par exemple, les actualités sont globalement plus regardées par les hommes et les émissions de jeux ou de variétés par les femmes. Un autre exemple : les hommes préfèrent, en général, les chansons françaises des années '70 ou '80 alors que les femmes préfèrent les chansons françaises de variétés actuelles.

L'instrument de musique pratiqué a aussi tendance à être différent selon le genre : les femmes jouent plus du piano ou de la flûte que les hommes qui, eux, préfèrent la guitare ou la batterie.

Le genre est également associé au type de livres lus. Par exemple, les hommes lisent habituellement plus de romans policiers et de romans d'aventures alors que les femmes sont

Tableau 3. Fréquence d'utilisation de l'ordinateur selon le genre

Sexe	Pourcentage de personnes ayant utilisé l'ordinateur					
	Tous les jours	Au moins une fois par semaine	Au moins une fois par mois	Quelques fois par an	Moins souvent	Jamais
Hommes	61	25	3	1	4	6
Femmes	54	25	4	3	3	12

plus attirées par les histoires vécues, les romans sentimentaux et les livres de cuisine.

Au niveau du sport pratiqué, des différences très nettes apparaissent selon le genre : les femmes préfèrent la natation, la marche, le fitness, la gym et l'aérobic alors que les hommes sont plus enclins à pratiquer le vélo ou le foot.

Au niveau des obstacles cités, le manque d'intérêt pour les expositions, les musées, les spectacles, etc. est généralement plus évoqué par les hommes. Par contre, les femmes déclarent davantage ne pas savoir avec qui aller à ce genre d'activités extérieures. Les femmes évoquent aussi plus les questions d'organisation avec les enfants, le manque de temps, la fatigue et le coût comme des obstacles à la fréquentation de musées ou de spectacles.

Ces résultats ne sont pas étonnants. En effet, des études (par exemple, celles de Ponthieux et Schreiber ou de Pfefferkorn⁶) portant sur la répartition des tâches ménagères, l'éducation des enfants, etc. montrent que, encore de nos jours, les femmes gèrent davantage ces fonctions que les hommes. Il n'est donc pas surprenant qu'elles aient moins de temps à consacrer à des activités culturelles extérieures.

En outre, les femmes (mères, grands-mères, etc.) semblent, plus que les hommes, jouer le rôle de « passeurs » de culture auprès des enfants, d'éveil à la culture⁷. Plus précisément, « [...] le rôle des femmes dans la transmission des passions culturelles apparaît plus important que dans les générations plus anciennes : les jeunes mères d'aujourd'hui, ayant été plus nombreuses à recevoir une passion culturelle pendant leur enfance, sont logiquement plus nombreuses à en avoir transmis une à leurs enfants, d'autant plus que -toutes choses égales par ailleurs- elles sont plus portées que les hommes à se faire, à

leur tour, « passeurs » quand elles en ont reçu une »⁸. De manière similaire, Aurélien Djakouane explique que les femmes sont davantage que les hommes susceptibles de développer des pratiques d'accompagnement (lors de sorties culturelles) avec leurs enfants ou leur conjoint⁹.

- Les pratiques, goûts culturels et l'origine sociale

Pour mesurer l'influence de l'origine sociale sur les pratiques, goûts et consommations culturels, nous utiliserons deux types de variables: d'une part, le niveau d'instruction de l'individu ; d'autre part, la catégorie socio-économique d'appartenance¹⁰. En effet, on observe un lien entre le niveau d'éducation ou la catégorie socio-économique d'appartenance et la connaissance des activités culturelles locales : en général, plus la personne appartient à une classe élevée ou plus elle a un niveau d'éducation élevé, plus elle aura tendance à être au courant de l'agenda culturel local et plus elle aura recours à des sources d'information différentes.

De la même manière, le niveau d'éducation joue un rôle dans la préférence de loisirs extérieurs ou intérieurs : généralement, plus une personne bénéficie d'un niveau d'éducation élevé, plus sa préférence ira vers les activités de loisirs extérieurs.

Le niveau d'instruction et la catégorie socio-économique d'appartenance sont aussi associés au nombre moyen d'activités pratiquées à l'intérieur comme à l'extérieur. Pratiquement toutes les activités¹¹ sont davantage adoptées par les personnes plus instruites ou provenant de classes sociales supérieures (cuisiner, bricoler, faire des mots croisés et des grilles de sudoku,

6 Voir PONTHEUX, S. et SCHREIBER A., « Dans les couples de salariés, la répartition du travail domestique reste inégale », dans *Données sociales. La société française*, 2006, pp. 43- 51 ; PFEFFERKORN, R., « Le partage inégal des « tâches ménagères » », dans *Les Cahiers de Framespa*, n° 7, 2011, [En ligne], 7 | 2011, mis en ligne le 19 avril 2011, consulté le 07 juillet 2014. URL : <http://framespa.revues.org/646>

7 DONNAT, O., « Féminisation des pratiques culturelles », dans *Bulletin du département des études, de la prospective et des statistiques*, n°147, 2005, pp. 1-12

8 DONNAT, O., *Op.cit.*, p. 10.

9 DJAKOUANE, A., « La carrière du spectateur. Une approche relationnelle du temps de la réception », dans *Temporalités*, 2011, n°14.

10 Rappelons que les catégories socio-économiques d'appartenance ont été construites à l'aide d'un ratio calculé sur base de la profession du principal responsable des revenus au sein du ménage et de son niveau d'instruction.

11 Excepté quelques pratiques comme le tricot, la broderie ou encore la télévision qui sont des activités plus pratiquées par les personnes peu instruites ou provenant de classes sociales inférieures, ou des pratiques comme l'écoute de la radio pour lesquelles il n'y a pas de différence significative en fonction de l'appartenance sociale.

jardinage, jouer d'un instrument de musique, pratiquer le dessin, la peinture, la photo, aller à l'opéra, au cirque, aller à un concert de musique classique, faire du shopping, se promener en forêt, aller dans une discothèque, etc.).

Prenons l'exemple d'une activité extérieure (Tableau 5) et d'une activité pratiquée au sein du foyer (Tableau 6).

Tableau 5. Fréquentation du cinéma selon le niveau d'instruction

Niveau d'instruction	Pourcentage de personnes ayant fréquenté au moins une fois un cinéma au cours des douze derniers mois
Primaire ou moins	46
Secondaire inférieur	64
Secondaire supérieur	78
Supérieur	75

Ainsi, 75% des personnes diplômées de l'enseignement supérieur ont été au moins une fois au cinéma au cours des douze derniers mois alors que ce pourcentage s'élève à 46% chez les personnes diplômées au maximum de l'enseignement primaire.

En ce qui concerne l'usage de l'ordinateur, 52% des personnes ayant au maximum un diplôme du primaire déclarent utiliser l'ordinateur tous les jours, contre 62% parmi les personnes diplômées de l'enseignement supérieur. A l'inverse, 17% des personnes ayant au maximum un diplôme du primaire déclarent ne jamais utiliser

d'ordinateur, contre 5% parmi la catégorie des diplômés du supérieur.

En ce qui concerne la lecture, on constate que les personnes ayant un niveau d'instruction élevé ont tendance à lire davantage de quotidiens, de livres et de BD que les autres.

Au niveau des goûts exprimés, généralement, plus une personne est instruite, plus le souhait de sortir davantage, de fréquenter davantage des salles de spectacles, de se rendre plus aux musées, etc. est affirmé. Par ailleurs, les goûts en matière de programmes télévisés, de films, de genres musicaux, etc., se différencient nettement selon l'appartenance sociale. Par exemple, les Belges francophones diplômés de l'enseignement supérieur ont tendance à préférer les films historiques, les films d'auteur et les comédies musicales. Les francophones diplômés au maximum du primaire énoncent avoir, quant à eux, une préférence pour les films policiers, les comédies dramatiques et les films d'horreur. Les actualités sont habituellement plus regardées par les personnes ayant un niveau d'éducation élevé et appartenant aux classes sociales supérieures. Par contre, les séries sont généralement moins suivies par cette frange de téléspectateurs.

Au niveau des rubriques de journaux, les faits divers sont, d'ordinaire, d'autant plus appréciés que le niveau d'instruction et la classe sociale sont bas.

En outre, le nombre moyen de sports pratiqués est, en général, plus grand parmi ceux qui ont un niveau d'instruction élevé, avec une sensibilité sélective pour la natation et le tennis. A

Tableau 6. Fréquence d'utilisation de l'ordinateur selon le niveau d'instruction

Niveau d'instruction	Pourcentage de personnes ayant utilisé l'ordinateur					
	Tous les jours	Au moins une fois par semaine	Au moins une fois par mois	Quelques fois par an	Moins souvent	Jamais
Primaire ou moins	52	22	3	3	4	17
Secondaire inférieur	52	23	5	2	5	14
Secondaire supérieur	56	26	4	2	3	9
Supérieur	62	25	3	1	3	5

l'inverse, le foot, la boxe, le bodybuilding et le tennis de table sont des sports plus répandus parmi les classes sociales inférieures et les personnes ayant le niveau d'instruction le moins élevé.

Enfin, la plupart des utilisations d'Internet sont le fait des classes sociales supérieures et des personnes ayant un niveau d'éducation élevé. Les jeux en ligne ou en réseaux sont plutôt, quant à eux, le fait des personnes ayant un niveau d'éducation bas.

Il n'y a, par contre, pas de relation entre le niveau d'éducation ou l'appartenance à une classe sociale et le fait de savoir jouer un instrument de musique.

Pour terminer, penchons-nous sur les obstacles à la fréquentation des institutions et animations culturelles. En général, le manque d'intérêt pour les spectacles, les expositions, etc. est un argument surtout mentionné comme étant un obstacle à la fréquentation par les personnes ayant un niveau d'éducation peu élevé ou appartenant aux classes inférieures alors que le manque de temps est surtout une raison invoquée par les personnes ayant un niveau d'éducation élevé ou appartenant aux classes sociales supérieures.

En résumé, il existe des différences de genre au niveau de certaines pratiques culturelles, des goûts en matière culturelle et des obstacles perçus à la participation à des activités culturelles. Toutefois, il y a moins de différences en termes de genre qu'en termes d'origine sociale au niveau des pratiques et consommations culturelles. En outre, lorsqu'il y a une différenciation en termes de genre, les écarts hommes/femmes sont souvent plus faibles que les écarts instruits/moins instruits ou entre les classes sociales.

Influence du genre et des catégories socio-économiques

Si l'on teste, dans des modèles d'analyse, l'influence croisée du genre et de l'origine sociale (mesurée dans cette analyse par le niveau d'instruction de l'individu, le niveau d'instruction de

sa mère et la profession exercée par l'individu) sur le fait de pratiquer certaines activités culturelles, nous constatons que l'origine sociale a quasi toujours une influence, mais pas le genre.

Par exemple, lorsqu'on contrôle d'autres variables telles que l'origine sociale, l'âge, etc., le genre n'a pas d'influence sur le fait de fréquenter un lieu de spectacle vivant¹². Par contre, (toutes choses étant égales par ailleurs¹³) plus on est instruit, plus on aura tendance à fréquenter un lieu de spectacle vivant. Il en est de même pour les sorties en plein air¹⁴.

Toutefois, certaines pratiques restent à la fois influencées par le genre et l'origine sociale. C'est, par exemple, le cas de la pratique sportive ou de la participation à une sortie festive¹⁵: Toutes choses étant égales par ailleurs (notamment après contrôle du niveau d'instruction de la personne, de sa profession et du niveau d'instruction de sa mère), le genre influence encore le fait d'avoir une pratique sportive ou de participer à une sortie festive (les hommes fréquentent davantage les sorties festives et pratiquent davantage le sport que les femmes). C'est aussi le cas des activités créatives réalisées au sein du foyer¹⁶ que, toutes choses étant égales par ailleurs, les femmes sont plus nombreuses à développer que les hommes.

Les analyses de l'OPC révèlent que « le caractère "genré" des activités culturelles demeure attaché aux définitions traditionnelles des rôles masculins et féminins (ce qui se vérifie sur les indicateurs liés aux activités domestiques ou aux pratiques sportives, par exemple) »¹⁷. Ainsi, il y a des différences au niveau du genre qui se

12 Indice créé à partir de plusieurs variables telles que la fréquentation du théâtre, de spectacles de danse, de l'opéra, du cirque, de concerts de musique classique, de festivals, etc.

13 Expression utilisée pour signifier qu'on contrôle un certain nombre de facteurs (ici, l'âge, le genre, etc.) d'une situation donnée afin d'étudier la variation d'un seul paramètre à la fois (ici le niveau d'instruction).

14 Indice créé à partir de plusieurs variables telles que se promener en forêt, fréquenter des espaces verts en ville, pique-niquer dans la nature, etc.

15 Indice créé à partir de plusieurs variables telles que la fréquentation de discothèques, de bars, de concerts de musique pop, etc.

16 Indice créé à partir de plusieurs variables, telles que tricoter, cuisiner, jardiner, faire des mots croisés, etc.

17 CALLIER et HANQUINET, *Op. cit.*

maintiennent sans que les effets de l'origine sociale ne viennent les perturber. Plus précisément, même si l'origine sociale a souvent plus d'influence que le genre sur les pratiques et goûts culturels, la coloration genrée de certaines activités traverse l'ensemble des classes sociales.

Conclusion

Selon l'enquête menée sur les pratiques et goûts culturels des Belges francophones en 2007, ceux-ci ne sont pas toujours influencés par le genre. Par contre, ils restent grandement marqués par les conditions sociales d'origine des individus. Cependant, si la catégorie socio-économique est encore très influente dans ce domaine, il est clair que d'autres facteurs tels que l'âge jouent un rôle prépondérant également. Par ailleurs, il est évident « que le rapport de l'individu à la Culture est plus complexe que ce que nous laissent entrevoir ces grandes tendances générales (notamment donc celles sur le lien entre origine sociale et pratiques et goûts culturels). Ainsi, la mobilité des individus, la dimension générationnelle, le désir de s'accomplir, l'impact de la ville et de son offre culturelle sur les individus et bien d'autres facteurs encore, tels que le développement et l'accessibilité massive aux

technologies numériques et à Internet notamment, tendent à transcender cette forme de déterminisme qui a conditionné, durant de longues années, le comportement culturel des individus et des groupes »¹⁸. Il faut donc continuer à effectuer des enquêtes et des analyses sur les pratiques et goûts culturels afin de mieux comprendre comment ceux-ci se forment.

En outre, de nouvelles analyses portant sur le lien entre genre, origine sociale et pratiques culturelles doivent être envisagées. Il serait, par exemple, utile et intéressant de vérifier si, d'une part, la relation entre les pratiques culturelles et le genre se marque de la même façon dans les différents milieux sociaux et si, d'autre part, l'origine sociale est liée de la même manière aux pratiques culturelles selon le genre.

Enfin, récolter des données longitudinales permettrait d'affiner les analyses. Fin 2014, l'OPC lancera une nouvelle enquête sur les pratiques et goûts culturels des Belges francophones. La comparaison entre ces nouvelles données collectées et les informations recueillies dans le cadre de l'enquête de 2007 permettra davantage de mesurer les changements : va-t-on davantage en Communauté française de Belgique vers une convergence des pratiques culturelles entre hommes et femmes comme au Luxembourg¹⁹ ou, à l'inverse, devons-nous plutôt parler de féminisation des pratiques culturelles comme en France²⁰?



¹⁸ GUÉRIN, *Op. cit.*, p. 66.

¹⁹ CASSILDE, *Op. cit.*

²⁰ DONNAT, O., *Op. cit.*

BIBLIOGRAPHIE

- BOURDIEU, P., *La distinction, critique sociale du jugement*, Paris, Editions de Minuit, 1979.
- CALIER, L., HANQUINET, L., GUÉRIN, M. et GENARD, J.-L., *Etude approfondie des pratiques et consommation culturelles de la population en Fédération Wallonie-Bruxelles*, Observatoire des Politiques Culturelles, Fédération Wallonie-Bruxelles, Bruxelles, 2012.
- CASSILDE, S., « Pratiques culturelles et genre », dans *Les cahiers du CEPS/INSTEAD*, 5, Luxembourg, 2012.
- DONNAT, O., « Féminisation des pratiques culturelles », dans *Bulletin du département des études, de la prospective et des statistiques*, n°147, 2005, pp. 1-12.
- GUERIN, M., « Pratiques et consommation culturelles en Communauté française », dans *Courrier du Crisp*, n° 2031 et 2032, 2009.

6 L'Éducation Permanente Féministe, une démarche culturelle avec les femmes des milieux populaires

Par Hafida BACHIR - Présidente de Vie Féminine

Depuis sa création, Vie Féminine travaille à l'émancipation individuelle et collective des femmes. Sa méthode ? L'éducation permanente ! Celle-ci est, en effet, un outil précieux pour prendre conscience des inégalités, questionner les rapports sociaux inégalitaires, et avoir une action de changement sur la société vers l'égalité. Sur le terrain, elle emprunte des chemins inédits et diversifiés qui s'appuient sur le quotidien et les aspirations des femmes, leur volonté de participation et d'action pour plus de justice sociale. Par ce travail, nous voulons aussi peser sur les politiques (emploi, santé, logement, etc.) et les institutions qui ont un impact sur les vies quotidiennes des femmes.

Depuis 2010, et pour intégrer de manière plus concrète son option féministe dans les pratiques de terrain, Vie Féminine a remis sur le métier sa méthode. C'est donc sur base d'une diversité d'expériences que le mouvement a réfléchi et construit sa méthode propre : l'Éducation Permanente Féministe. Cette méthodologie a été élaborée dans le cadre d'un long processus avec les permanentes et les bénévoles du Mouvement et continue à s'alimenter à partir des expériences menées avec les femmes.

L'Éducation Permanente Féministe est une méthodologie globale qui se décline en fondements, en objectifs (principal et opérationnels) et en moyens.

Pourquoi l'Éducation Permanente Féministe ?

- Les inégalités et les discriminations vécues par les femmes sont engendrées par trois systèmes de domination : le patriarcat, le racisme et le capitalisme. Ces systèmes se conjuguent et se renforcent mutuellement, avec des conséquences néfastes pour les femmes.
- Le quotidien des femmes et la manière dont elles construisent chacune leur identité (y compris leur rapport au corps et à la sexualité) sont marqués par des stéréotypes sexistes et racistes. Le capitalisme tire profit de ces stéréotypes.
- Les rôles féminins et masculins ne sont pas déterminés par le sexe mais ils sont socialement et culturellement construits : « On ne naît pas femme, on le devient », a dit Simone de Beauvoir. Cette socialisation enferme ainsi les femmes dans des rôles traditionnels.
- La précarité des femmes provient de l'interdépendance entre différents domaines (emploi, santé, culture, logement, couple, enfants, revenus, temps, mobilité...) et de la multitude de rôles assumés par les femmes. Au moindre accroc, une série d'effets en cascade peut les faire basculer dans la pauvreté. Le fait d'être une femme constitue ainsi une précarité en soi.

- Les situations et les problèmes vécus par les femmes doivent donc être considérés globalement en tenant compte de ces différents domaines et rôles, tant dans leur analyse que dans les mesures et actions à mettre en œuvre. Par exemple, si l'on veut réduire la précarité des femmes en leur permettant d'accéder à un emploi, il faut améliorer l'offre de services d'accueil de l'enfance mais aussi les transports en commun, le partage des tâches ménagères, etc.

Les objectifs de l'Education Permanente Féministe

L'Education Permanente Féministe permet aux femmes de prendre conscience que les problèmes vécus par elles trouvent leurs origines dans les conditions économiques, politiques et sociales. Elle donne aussi aux femmes des outils pour développer une autonomie dans les différentes sphères de la vie et pour reprendre du pouvoir sur leur existence. Enfin, elle permet le changement collectif et radical de notre société vers une société solidaire, égalitaire et juste.

- *Soutenir les femmes dans leurs démarches et leurs choix* : apporter du soutien aux femmes dans ce qu'elles vivent ici et maintenant, respecter le rythme et les besoins des femmes.
- *Créer des rapports égalitaires et solidaires entre les femmes* : établir et maintenir un lien de confiance entre les femmes, favoriser des échanges égalitaires entre toutes les femmes, construire des alliances entre les femmes.
- *S'affirmer dans les différentes sphères de la vie sociale, économique, culturelle...* : transformer le sentiment d'impuissance en pouvoir d'agir, permettre aux femmes de prendre des décisions de façon autonome, permettre aux femmes de connaître et de défendre leurs droits.
- *Prendre conscience des stéréotypes sexistes et s'en libérer* : permettre aux femmes d'acquérir une plus grande estime de soi et de croire en elles-mêmes, leur permettre de se définir une image propre et de se libérer des rôles impo-

sés, lutter ensemble contre les stéréotypes sexistes.

- *Prendre conscience des nombreuses discriminations que vivent les femmes* : prendre conscience ensemble et tenir compte de la diversité des expériences des femmes, déconstruire ensemble les nombreuses discriminations (sur base du sexe, de la classe sociale, de l'origine, de l'orientation sexuelle, d'un handicap...). Pour cela, identifier et comprendre les origines de ces discriminations, leurs fonctionnements, les manières dont elles s'articulent entre elles, prendre conscience de l'impact de ces discriminations sur les conditions de vie des femmes et sur la manière dont elles se perçoivent individuellement et collectivement.
- *Tisser des solidarités entre les femmes* : développer des pratiques d'entraide entre toutes les femmes, créer et consolider des réseaux de solidarité entre les femmes.
- *Construire un savoir collectif critique à partir des réalités de vie des femmes* : favoriser l'expression de toutes et la diversité des points de vue, croiser les réalités de vie des femmes avec tout ce que nous entendons, développer la culture du débat et de la confrontation.
- *Agir collectivement pour changer les conditions de vie des femmes* : développer, avec les femmes, des actions collectives à partir de leurs réalités de vie, de leurs aspirations, de leurs indignations, mettre sur la place publique les réalités de vie et les paroles des femmes.

Les moyens de l'Education Permanente Féministe

L'Education Permanente Féministe (EPF) s'appuie sur des moyens diversifiés et toujours en construction (le groupe, l'intervention individuelle, l'action collective, le contrat, etc.)

- La Créativité féministe

Étroitement liée à l'EPF, la créativité féministe est un outil d'émancipation individuelle et collective, un chemin de résistance pour les

femmes. La Créativité féministe s'appuie sur un processus de création avec les femmes, partant de leur vécu, de leurs émotions et de leurs aspirations. La collaboration avec des artistes donne une dimension particulière à ce travail en permettant aux femmes d'être accompagnées dans le dévoilement de leur créativité aux regards extérieurs. Le processus de création provoque de l'émotion et libère la parole des femmes. Il les invite à exprimer leurs réalités, leurs multiples aspirations et leurs représentations du monde. Ces expressions ne vont pas forcément de soi pour elles dans notre société où elles ont longtemps été occultées : les femmes elles-mêmes ne s'autorisent pas à s'exprimer et dévalorisent leur parole au point qu'elles oublient qu'elles ont en une. La démarche créative permet de contourner cet obstacle et de faire émerger des vécus et expériences profondément enfouis qui s'exprimeraient différemment avec des mots. Cette expression créative peut être libératrice tout en étant parfois douloureuse. Ce qui nécessite de créer un climat de confiance dans ces lieux d'expression ancrés dans des attitudes d'écoute, de respect et de non-jugement.

Le processus de création nous permet également de dénoncer les inégalités vécues par les femmes et d'oser la subversion par rapport aux modèles dominants pour imaginer d'autres possibles.

Lors d'ateliers de Créativité féministe, les femmes se confrontent au regard de l'autre, elles interagissent et tissent des solidarités autour de productions collectives qu'elles portent ensuite sur la place publique. Ces créations sont soumises au regard extérieur pour transmettre de l'émotion, proposer un regard sur le monde, sensibiliser à des réalités vécues par les femmes, réveiller des souvenirs enfouis qui n'ont jamais pu s'exprimer...

À travers des créations, les luttes féministes se matérialisent autrement et s'appuient davantage sur le symbolique, l'implicite. Le public extérieur les redécouvre par le biais de l'émotion, et la sensibilisation se renouvelle.

- Un projet politique

L'Education Permanente Féministe rappelle l'urgence de combattre toutes les discriminations, violences et injustices commises à l'égard des femmes. Mais aussi la nécessité de créer, renforcer et préserver des solidarités entre toutes les femmes. L'EPF s'appuie également sur les capacités des femmes à changer leur vie et à être actrices d'un changement social global. Plus qu'une méthode, l'EPF est un projet politique ambitieux qui vise la transformation radicale du système patriarcal, raciste et capitaliste pour construire une société égalitaire, solidaire et juste.





De quoi le genre est-il le nom et de quelles inégalités de genre parle-t-on ?

Par **Nathalie GRANDJEAN**, Philosophe et directrice de l'Unité Technologies et Sociétés, Université de Namur

Le terme de « genre » occupe, depuis quelque temps, une place singulière et remarquée dans le paysage francophone. Traduction littérale du mot anglais « gender », il semble désigner la problématique des inégalités entre les hommes et les femmes, notamment dans les politiques de réduction des inégalités et de parité en faveur des femmes¹. Le terme « genre » tend à se substituer à celui de féminisme car sa connotation négative rend un mauvais service à la poursuite des luttes pour l'égalité, d'autant plus qu'une partie de ces luttes s'est institutionnalisée. C'est ainsi que l'on parle de « gendermainstreaming » pour désigner les politiques de féminisme institutionnel. Mais le terme « genre » recouvre bien plus que ces politiques de réduction des inégalités entre les femmes et les hommes.

Les récentes controverses autour de la « théorie du gender » montrent que ce mot, loin d'être seulement un euphémisme, relance les débats que les mouvements et théories féministes avaient déjà soulevés lors de la première et deuxième vague². Soulever le problème des « (in)éga-

lités de genre », comme le CIEP l'a fait lors de sa journée d'étude du 28 février 2014, c'est donc bien entendu donner un nouveau nom à la domination masculine ou au patriarcat, mais c'est aussi dépasser ce que désignaient ces termes en y articulant les questions d'identités et de pratiques sexuelles. Il y a à la fois eu héritage et reconfiguration des luttes féministes dans ce qu'il est d'ailleurs convenu d'appeler la troisième vague.

Je commencerai par dédramatiser les polémiques liées à la soi-disant « théorie du gender » pour ensuite me pencher sur ce que signifient les (in)égalités de genre aujourd'hui, en scrutant tant les héritages que les reconfigurations des mouvements et théories féministes.

pour l'égalité salariale et l'accès aux professions), luttes contre le maternalisme et l'idée d'une « nature féminine ».

Par deuxième vague, il faut entendre la période du 'néo-féminisme', située entre 1968 et 1980, durant laquelle les luttes féministes se sont centrées sur la question de l'autonomie des femmes et de leur propre corps. Les féministes ont revendiqué la libération sexuelle et individuelle des femmes, notamment à travers les luttes pour le droit à la dépenalisation de l'avortement, à la contraception et pour la reconnaissance des violences à l'intérieur de la sphère privée, du poids de la double journée qui pèse sur la carrière des femmes.

La troisième vague débute dès les années 1980. Les féministes se structurent en réseau transnational et mondialisé, en revendiquant des droits spécifiques aux femmes. Les concepts de genre et d'empowerment se développent dans ce contexte. Parallèlement, les luttes LGBT, issues, en partie, des luttes féministes, font leur chemin en obtenant un certain nombre de droits (mariage pour les couples de même sexe, adoption, etc.) et en troublant les questions d'identité sexuelle et de citoyenneté sexuelle.

Voir VAN ENIS, N., *Féminismes Pluriels*, Bruxelles, Ed. Aden, 2012.

1 Il semble même parfois désigner les femmes, dans l'idée que l'« égalité de genre » signifie, en réalité, le fait que les femmes doivent accéder aux mêmes droits que les hommes.

2 **Par première vague**, qui court de la fin du XIX^e siècle jusqu'aux années 1970, il faut rappeler l'essentiel des luttes: luttes pour l'égalité des droits civils, politiques et économiques, luttes pour l'accès des femmes à toutes les sphères de la société (notamment dans les sphères du travail et du politique, avec les combats menés

« Théorie du gender » et anti-mariage pour tous : radiographie d'une controverse

Depuis quelques mois, les controverses autour de « la théorie du genre » ou du « gender » font rage. En France, et dans tous les pays européens majoritairement catholiques (Pologne, Italie, Espagne, etc.), les manifestations contre le mariage pour tous ont exalté un conservatisme familial et social. En Belgique, tant les conservateurs catholiques que laïques procèdent d'un catastrophisme similaire quant aux théories féministes ou issues du champ des gender studies. Derrière cette controverse faussement théorique autour de la « théorie du genre/du gender », se cache plutôt le symptôme d'un conservatisme très préoccupé par les transformations de la famille, particulièrement les rôles de père et de mère, « naturels » ou « symboliques ». C'est aussi un anti-féminisme radical, qui ne dit pas son nom.

Le mot « genre » possède une histoire. Il est, à l'origine, élaboré par la médecine, notamment dans le contexte de l'intersexualité, produisant alors la distinction entre le sexe biologique et le sexe social, ensemble de comportements et de réflexes identitaires s'attribuant soit au masculin soit au féminin. Il est ensuite réapproprié et redéfini par les chercheur.e.s en sciences humaines et sociales américains, pour désigner la construction sociale du masculin et du féminin. Dès les années 1970, ces chercheur.e.s portent donc une attention particulière à l'histoire des normes, des valeurs, des identités, des incitations-injonctions et des interdits qui nous produisent comme des sujets sociaux « hommes » ou « femmes » -via l'éducation, la socialisation mais aussi les représentations sociales communément partagées-, ce qui donne la naissance aux recherches sur le genre. Comme le dit Joan Scott, le genre « (c)'est une manière de se référer aux origines exclusivement sociales des identités subjectives des hommes et des femmes. Le genre est, selon cette définition, une catégorie sociale imposée sur un corps sexué »³.

Les recherches en études de genre ont la particularité d'être transdisciplinaires (sociologie, Histoire, biologie, philosophie, littérature, histoire de l'art ou science politique...). C'est un champ de recherche dense, complexe, traversé de controverses, qui a sa place dans nombre d'universités prestigieuses⁴ et dont la pertinence académique n'est plus à démontrer. L'objet de ces recherches en études de genre se focalise autour des rapports de pouvoir -de domination et d'exploitation- légitimant des inégalités sous couvert de différences naturelles entre les individus. Il faut s'intéresser bien entendu aux femmes, mais aussi aux féminités, aux hommes, aux masculinités, aux corps et à la naturalisation de binarités construites (comme entre « hétérosexuels » et « homosexuels »). Le genre, selon la formule de Joan Scott, exprime donc « une façon première de signifier des rapports de pouvoir. Ce serait mieux de dire, le genre est un champ premier au sein duquel ou par le moyen duquel le pouvoir est articulé »⁵. Dès lors, le genre doit être considéré comme un rapport de pouvoir primordial et spécifique, à l'instar des rapports de classe et du racisme. Des articulations et des généalogies communes doivent d'ailleurs être établies entre ces trois axes -sexe, race, classe. C'est ce que l'on appelle l'intersectionnalité et qui fait l'objet de nombreuses recherches.

En réponse à la chasse aux sorcières du « gender », il importe dès lors de montrer qu'il n'y a donc pas une théorie du genre mais plusieurs, à l'instar des théories sociologiques, anthropologiques, philosophiques, etc. Il importe aussi de déconstruire un certain nombre de faux-semblants et de malentendus circulant à ce sujet. Par exemple, un malentendu courant suspecte la théorie du genre (et donc les études de genre) de vouloir gommer les différences entre les femmes et les hommes, et donc de nier leurs identités et/ou de vouloir l'androgynie pour tout le monde. Un autre cliché voudrait que ce soit

3 SCOTT, J., *Genre: une catégorie utile d'analyse historique*, dans « Le Genre de l'histoire. Cahiers du GRIF (Paris), printemps 1988, p. 129.

4 Hélas, en Belgique francophone, il n'y a pas de Master en Etudes de Genre. On peut néanmoins souligner l'existence de quelques centres de recherches, de quelques cours sur le genre et donc de chercheuses actives et en réseau.

5 SCOTT, J., *Op. cit.*, p. 143.

les « lobbies LGBT »⁶ qui financent les études de genre, afin de propager ou de promouvoir l'homosexualité... Tous ces clichés malheureux de la « théorie du genre » attisent, en réalité, des peurs dangereuses comme l'homophobie ou la transphobie mais surtout en agitant la menace d'une chute de la civilisation dont la « crise » actuelle ne serait que le prélude attendu, ces clichés paralysent toute possibilité d'être critique vis-à-vis des rapports sociaux de sexe et de nos assignations sexuées. Ils paralysent donc la possibilité d'émancipation.

Pour résumer, la « théorie du gender » n'est rien d'autre qu'un slogan du conservatisme familial et sexuel occidental. Son contenu recèle un agrégat peu cohérent de positions moralistes conservatrices sur la sauvegarde de la famille traditionnelle, la « place » et le rôle des femmes dans la société (ainsi que leur prétendue nature). En outre, il témoigne d'un effroi face aux mouvements LGBT et à leurs revendications de citoyenneté sexuelle.

Renommer l'ennemi principal

Parler des inégalités de genre, c'est re-parler, avec d'autres mots, du féminisme et de ses revendications⁷. S'il s'agit de poursuivre les luttes que le féminisme avait entreprises, il s'agit aussi, dans cet objectif, d'hériter des manières dont les féministes avaient milité et théorisé et de les reconfigurer. En effet, la lutte pour l'égalité entre les hommes et les femmes est loin d'être achevée mais, de plus, d'autres luttes pour l'égalité ont émergé, comme les revendications LGBT. La naissance de ces luttes LGBT sont intimement liées à l'histoire du féminisme, bien qu'elles aient leurs particularités. C'est sous la bannière de l'égalité des genres que se retrouvent aujourd'hui les féministes et les associations

6 LGBT est l'acronyme désignant : Lesbian Gay Bisexual Transsexuel.

7 Le terme « féminisme » ayant été galvaudé et négativement connoté, il a été jugé utile d'en trouver une version « neutralisée ». Le terme « genre », déjà exploité dans le champ académique, s'est alors retrouvé exporté vers les champs institutionnels, devenant par là une nouvelle manière de nommer les rapports sociaux de sexe.

LGBT. Cette lutte commune pour l'égalité a fabriqué son ennemi commun et l'a nommé: l'hétéronormativité ou l'hétérosexualité obligatoire. L'ennemi principal du féminisme, le patriarcat, s'est donc reconfiguré en hétéronormativité. Qu'est-ce que cela signifie ?

Dénoncer l'hétérosexualité obligatoire - ou l'hétéronormativité -, c'est, avant tout, récuser le sens commun qui dit que l'hétérosexualité serait un mécanisme naturel d'attraction entre les deux sexes. Il faut, pour cela, renverser la perspective naturaliste sur la sexualité, les genres et les sexes. Dès 1975, Gayle Rubin, anthropologue américaine, démontre que l'hétérosexualité n'a rien de naturel, mais qu'elle est au cœur du fonctionnement du moralisme sexuel. Elle démonte les systèmes hiérarchiques de valeur sexuelle: « Les sociétés occidentales modernes valorisent les actes sexuels selon un système hiérarchique de valeur sexuelle. Le sexe conjugal ou reproductif est à lui tout seul au sommet de la pyramide. En dessous se massent les couples hétérosexuels monogames non mariés, suivis par la plupart des hétérosexuels. Le sexe solitaire est dans un entre-deux vague et ambigu. L'opprobre jeté par le XIX^e siècle sur la masturbation survit encore sous les formes atténuées et modifiées, par exemple, l'idée reçue que la masturbation est un substitut inférieur à une relation de couple. Les relations homosexuelles masculines et féminines durables et stables frisent la respectabilité, mais les gouines qui traînent dans les bars pour draguer et les homosexuels qui vivent dans la promiscuité peinent à s'extraire du bas de la pyramide. Les castes sexuelles les plus honnies à l'heure actuelle sont les transsexuels, les travestis, les fétichistes, les sadomasochistes, les travailleurs du sexe et les acteurs du porno, et abhorrés entre tous, ceux dont l'amour ne connaît pas les barrières des générations »⁸.

Ceux qui sont au-dessus, sont dans la « bonne » moralité et ceux tout en dessous sont dans la plus complète « immoralité ». Pour Gayle Rubin, ce moralisme est tant hérité de l'emprise de la religion que du pouvoir coercitif de la psy-

8 RUBIN, G., Surveiller et jouir. *Anthropologie politique du sexe*, EPEL, 2010, pp. 156-157

chiatrice. Elle souligne ensuite que ce système de moralisme sexuel, séparant le bon du mauvais sexe, est tout à fait similaire aux systèmes de racisme, d'ethnocentrisme et de chauvinisme religieux⁹.

Reconnaître que le nouvel ennemi principal, c'est l'hétérosexualité obligatoire, c'était nécessairement ré-articuler les concepts principaux des théories féministes. C'est ainsi que les études de genre ont opéré, en quelques décennies, trois grands déplacements conceptuels : du sexe au genre, du genre à la sexualité, puis de la sexualité à la pratique queer, comme le dit Dorlin¹⁰.

Le premier déplacement dit que le genre précède le sexe, dans la mesure où le genre, compris comme « rapport de pouvoir qui assure sa reproduction en partie grâce aux mutations du système catégoriel qu'il produit et sur lequel il s'adosse »¹¹ est donc ce qui produit les sexes, c'est-à-dire les catégories de femme et d'homme. Le masculin et le féminin sont socialement construits, surtout par les discours scientifiques et médicaux¹² qui vont spécifiquement s'atteler à construire « en nature » la différence sexuelle. Les théories féministes se sont ensuite intéressées à l'hétérosexualité obligatoire¹³ comme étant également à l'œuvre dans les rapports de domination exprimés par le genre et la sexualités.

Le deuxième déplacement s'effectue donc de la sorte¹⁴: la sexualité précède le genre, dans la mesure où l'hétérosexualité n'est pas en soi une pratique ni même une identité sexuelle mais un système politique et économique porté par un binarisme des sexes qui engendre une hiérarchie du féminin et du masculin. C'est aussi

une hiérarchisation des sexualités qui s'ancre dans une logique reproductive.

Le troisième déplacement s'opère ensuite des sexualités aux pratiques sexuelles minoritaires car si l'hétérosexualité obligatoire prescrit comment le genre et les sexualités s'organisent de manière hiérarchique, il prescrit également les sexualités authentiques et exclut les marginales, comme le montre bien Gayle Rubin.

Héritages

Mais si les féministes du XXI^e siècle ont renommé leur ennemi, ils/elles héritent d'un patrimoine de tensions et de problématisations pertinentes, se remettant à l'épreuve, à chaque génération. Il s'agit donc de comprendre comment l'héritage va être transmis: certaines questions sont rediscutées à partir d'autres points de départ, d'autres expériences, d'autres références théoriques. La question du pouvoir, abondamment discutée lors de la deuxième vague puis délaissée par la pensée « queer »¹⁵, refait surface aujourd'hui, d'une part, transfigurée par son passage dans une interprétation de la pensée « queer » et, d'autre part, renégociée par les analyses d'intersectionnalité.

- Un tournant culturel ?

Dans les années 1990, a lieu ce qu'on a appelé un « tournant culturel » dans les luttes féministes. Ce tournant culturel, aussi appelé « queer », ou post-féminisme, aurait déplacé les questions de pouvoir du féminisme matérialiste¹⁶ vers des enjeux plus identitaires et individualistes. Notamment, ce post-féminisme s'intéresse à la possibilité de « déconstruire » les sexes, en sortant de la dichotomie sexuelle. En se focalisant sur la déconstruction et en plaçant au centre la critique de l'hétérosexualité obligatoire, les en-

9 De cette manière, on comprend aussi pourquoi la rhétorique des mouvements « anti-gender » sont souvent pétris de racisme, de nationalisme et de xénophobie

10 DORLIN, E., *Sexe, genre et sexualités : introduction à la théorie féministe*, Paris, PUF, 2007

11 DORLIN, E. (2007), *Op. cit.*, p. 54.

12 Notamment : DORLIN, E., *La Matrice de la race. Généalogie sexuelle et coloniale de la Nation française*, Paris, La Découverte, 2006 ; BUTLER, J., *Trouble dans le genre. Pour un féminisme de la subversion*, trad. française, Paris, La Découverte, 2005 ; LAQUEUR, Th., *La Fabrique du sexe*, Paris, Gallimard, 1992 ; RUBIN, G., *Surveiller et jouir. Anthropologie politique du sexe*, EPEL, 2010.

13 BUTLER, J., *Op. cit.*

14 DORLIN, E. (2007), *Op. cit.*

15 Littéralement, « queer » signifie bizarre, étrange, anormal. Ce terme était utilisé comme une insulte homophobe, en argot américain. Il devient alors une catégorie d'auto-identification par la communauté LGBT qui retourne le stigmate de l'insulte pour en faire une fierté.

16 Le féminisme matérialiste, de tradition marxiste, questionne le pouvoir patriarcal. Christine Delphy, sociologue française, en est une des représentantes les plus célèbres.

jeux théoriques et militants féministes se repositionnent dans une autre logique, plus inclusive envers les communautés LGBT et les féministes de couleur¹⁷, mais dans la perte d'un sentiment du collectif auquel la génération précédente était attachée. Ces reconfigurations ont pu alarmer la « vieille garde » féministe, soucieuse de la pérennité des luttes et des questions de pouvoir. La philosophe féministe Françoise Collin¹⁸ s'est, à cet égard, émue du danger encouru par le féminisme quant à une supposée indifférenciation des sexes. Elle souligne qu'il y aurait comme un fantasme de naturalisme achevé dans les perspectives ouvertes par la pensée queer, comme le marxisme a pu rêver à l'abolition des classes sociales. Or, d'une part, on prend le risque d'invisibiliser les rapports de domination et de hiérarchie toujours agissants entre les femmes et les hommes, et, d'autre part, on oublie qu'en fait, il n'y a jamais eu qu'un seul sexe : le masculin, à l'égard duquel le féminin se jauge.

- Le même et le différent

Une autre question se pose toujours avec acuité car elle reste intimement liée à la question de l'égalité et de l'identité, celle du même et du différent. Elle se repose souvent au sein des organisations qui travaillent sur les politiques de gender mainstreaming. Le féminisme, à l'instar de toutes les luttes pour l'égalité dans les contextes politiques démocratiques, est confronté à la complexité suivante. Qu'est-ce qui fabrique l'égalité entre les individus - entre les femmes et les hommes : est-ce leur même ou l'égalité est-elle une égalité dans la différence, permettant que subsistent les « différences dans l'égalité » ? C'est tout l'enjeu de l'injonction paradoxale des femmes dans l'émancipation féministe : faut-il qu'elles rattrapent les hommes, qu'elles leur

deviennent pareilles en tout point ? Ou faut-il qu'elles cultivent et glorifient ce qui a toujours fait qu'elles sont femmes ? Nous sommes devant le problème d'une même (se reconnaître comme appartenant à une catégorie dominée) qui veut tant l'égalité (des droits) que garder sa différence comme une force à cultiver dans l'entre-soi des femmes. Une manière de singulariser qui sorte de ce double-bind, elle est encore à créer.

Vers un féminisme comme pratique politique

Pour conclure, soulignons deux ou trois choses. D'abord, la vivacité et la créativité du féminisme. C'est un mouvement vivant, habité de controverses, de débats et de disputes, fuyant le dogmatisme. Il est capable de rebondir, de rouvrir les questions qui font mal (comme celles qui font du bien), de complexifier les évidences face au moralisme et à la bien-pensance. Son intérêt réside aussi dans les postures et les manières dont ces luttes sont menées et pensées. Autrement dit, nous avons aussi à apprendre du féminisme comme pratique politique.

Avant cela, clarifions un point. Peut-on penser qu'un féminisme politique est possible ? Nous n'y croyons pas. Le féminisme est, avant tout, un mouvement qui échappe aux sédimentations politiques classiques des régimes démocratiques. Le féminisme, parce qu'il est un « mouvement social original sans représentation de sa fin », comme le dit Françoise Collin, invite le politique à se repenser lui-même. C'est donc à un féminisme comme pratique politique que nous appelons de nos vœux. Cette pratique politique, il ne faudrait pas la désirer comme « féminine », comme une recherche d'un exercice du pouvoir agréable, doux et dégagé des calamités du pouvoir ; mais bien féministe, en héritant de leurs postures critiques.

Le féminisme a permis de regarder autrement un certain nombre de situations et d'événements. Ce regarder-autrement s'est d'ailleurs formalisé puisqu'il existe des épistémologies

¹⁷ Par féminisme de couleur, j'entends les mouvements féministes tels que le Black Feminism aux USA ou le féminisme islamique. Ces mouvements se caractérisent par une critique et une prise de distance vis-à-vis d'un féminisme blanc (occidental) et petit-bourgeois, qui n'est plus à même de comprendre et de porter les revendications de groupes féministes aux identités spécifiques. Les femmes noires des USA subissent deux types de dominations, être femme et être noire.

¹⁸ Françoise Collin est une philosophe féministe belge (1928-2012). Je fais référence ici à l'article suivant: COLLIN, Françoise, « Différence/indifférence des sexes », in *Actuel Marx*, n° 30 « Les rapports sociaux de sexe », 2001, p. 183-199.

féministes, appelées aussi épistémologies du positionnement. Elles se sont formalisées à partir d'une idée très simple: la pensée, les savoirs ne sont pas neutres. Ils ne doivent plus être considérés comme des expertises faisant autorité « naturellement ». Ils sont fabriqués à partir de points de vue et, si tous les points de vue ne se valent pas, ils possèdent tous néanmoins une certaine valeur.

Les savoirs féministes se sont construits d'abord sur une prise de conscience collective de la domination patriarcale, domination s'exerçant notamment sur les corps des femmes par la confiscation de leurs libertés sexuelles et reproductrices¹⁹. En prenant conscience de leurs expériences, elles ont politisé ces savoirs et ces points de vue. Cela permet, dans une certaine mesure, de contrer la violence symbolique qui s'exerce dans les rapports de genre, de classe et de race. Politiser les expériences, c'est s'intéresser aux pratiques ordinaires, les rendre visibles

et leur donner une existence dans le champ théorique.

En faisant advenir des sujets qui n'étaient pas supposés l'être (comme les femmes, les sauvages, les noires, les lesbiennes, etc.), le féminisme a, d'une part, permis à ces sujets de devenir acteur-e-s de leur vie politique, culturelle, sexuelle et, d'autre part, questionné la nature des relations aux autres. Il re-problématise la relationnalité et non plus seulement l'altérité, par sa critique constante de l'universalité et des logiques de domination.

Comme le dit Donna Haraway en parlant des enjeux théoriques du féminisme: « L'analyse féministe s'évertue plutôt à comprendre comment les choses fonctionnent, qui participe à l'action, quelles possibilités leur sont offertes, et par quels moyens les acteurs de ce monde pourraient-ils devenir responsables les uns envers les autres et s'aimer de manière moins violente »²⁰.



19 19. DELPHY, Ch., *L'Ennemi principal*, t.1 : Économie politique du patriarcat, Paris, Syllepse éd., 1998 ; DELPHY, Ch., *L'Ennemi principal*, t. 2 : *Penser le genre*, Paris, Syllepse éd., 2001 ; DELPHY, Ch., *Classer, dominer, Qui sont les «autres» ?*, Paris, La Fabrique éd., 2008 ; RUBIN, G., *Surveiller et jouir. Anthropologie politique du sexe*, EPEL, 2010.

20 20. HARAWAY, D.J., *Manifeste des espèces de compagnie. Chiens, humains et autres partenaires*, Ed. de l'Éclat, 2010, p. 15.

8 Du souffle pour l'égalité

Par Christian Kunsch, président du MOC

Indissociable de la chasse aux dominations, la lutte contre les inégalités est au cœur historique du MOC et de ses combats. Nous revendiquons une société égalitaire, solidaire et juste, comme nous l'avons rappelé lors du Congrès de mai 2011, qui a d'ailleurs donné naissance à un groupe de travail dédié à cette problématique. Selon la méthodologie de l'éducation permanente, nous partons des réalités, nous les analysons, nous les mettons en perspective pour les comprendre mais aussi pour agir et renforcer notre action. Et aujourd'hui, dans le contexte de notre société en crises multiples, cette analyse des formes de dominations est prioritaire car les moments de crise sont aussi des moments de remise en question des fondements. Il était donc essentiel de s'arrêter pour réfléchir à partir des inégalités de genre à un moment de grand doute dans notre société où beaucoup de femmes et d'hommes perdent espoir et se demandent comment s'en sortir.

Dans notre société, trois formes de domination (patriarcat, capitalisme et racisme) se combinent, se renforcent et génèrent des inégalités. Il est donc nécessaire de ne pas les séparer ni de les hiérarchiser. Partir d'une analyse partielle mène à une action partielle. Si on est critique, et il faut l'être, disons que nous avons eu tendance, dans le Mouvement, à mettre la lutte contre le capitalisme en avant, en choisissant de l'aborder **avant** les autres au lieu de l'aborder **avec** les

autres, tout en tenant compte de leurs combinaisons. C'est pourquoi il est important de saluer le travail mené par Vie Féminine qui nous donne les clés pour aborder ces dominations de front. Et si la question a été spécifiquement soutenue dans le travail de notre organisation féministe, interpeller le MOC sur cette question maintenant, c'est aussi interpeller chacune de ses composantes. Nos organisations doivent prendre le temps de s'interpeller, de confronter leurs analyses pour renforcer notre action politique globale. Nous devons poursuivre et renforcer une culture commune d'action collective. Suite aux réflexions du groupe de travail sur les inégalités, alimenté par les études de Vie Féminine, soulignons que notre mouvement dispose maintenant de documents et d'analyses concrets autour desquels discuter.

Quand on parle de dominations, on analyse des rapports sociaux et des systèmes de pouvoir mais il faut également que les personnes que l'on a identifiées en tant que victimes des inégalités soient des acteurs car on ne travaille pas pour mais avec elles. Partir des groupes locaux et du vécu des gens est la force de notre travail. Et c'est à partir de là que nous construisons une parole politique forte. Maintenons cette exigence de nous laisser interpeller par les personnes victimes des inégalités. Alain Loute nous a également parlé des angles morts : vérifions s'il n'y

a pas tout de même encore des personnes qui sont laissées pour compte de nos actions.

Méfions-nous des discours. En période électorale, il est important d'analyser les discours pour éviter toute forme de naturalisation de certaines formes d'inégalités sous prétexte qu'aujourd'hui, les défis seraient tellement importants qu'on ne saurait pas tout faire en même temps. Cette triple clé d'analyse va donc aussi

nous servir lors des débats pré-électorales. Rappelons que la lutte contre les inégalités fait progresser l'ensemble des acteurs et que l'égalisation de la société profitera à tout le monde.

Pour conclure, rappelons-nous aussi qu'il est important de coaliser et de renforcer nos alliances au-delà du Mouvement avec tous les partenaires qui revendiquent une société plus juste et égalitaire.



Avec le soutien



de Mouvement Social, scrl

Editeur responsable : Virginie DELVAUX, chaussée de Haecht, 579 - 1030 Bruxelles - 03:2015/mht- DCL